



200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°5210 - VENDREDI 3 JUILLET 2026

GOUVERNANCE

Poursuivre le désendettement et renforcer la croissance



Sur la période triennale 2027-2029, le gouvernement a défini une stratégie d'ensemble qui vise à consolider les grands équilibres macroéconomiques et budgétaires aux fins de poursuivre le désendettement public et de renforcer la croissance économique. « Le principal objectif est l'accélération du rythme de croissance qui devrait gagner 1,3 point dès 2027 », indique le communiqué final du Conseil des ministres du 30 juin au cours duquel cette stratégie a été présentée.

Page 4

Denis Sassou N'Gusso
président le Conseil
des ministres à Oyo

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Un écosystème de recherche favorable au développement



Visite du laboratoire de génie énergétique / Adiac

À l'issue de la visite d'évaluation de la qualité des équipements des laboratoires de l'université Denis-Sassou-N'Gusso par les députés, le président de l'alma mater, le Pr Ange Antoine Abena, a appelé ces derniers à contribuer davantage à bâtir un écosystème de recherche capable de contribuer au développement du pays.

Page 3

COMMUNICATION

Les médias acteurs de paix



La photo de famille après les travaux / Adiac

La conférence-débat organisée par le Conseil supérieur de la liberté de communication, en partenariat avec l'Unesco, sur le thème « Le rôle des médias dans l'édification d'un avenir de paix » a permis de mettre en exergue la vocation des médias qui ne se limite pas à être vecteurs d'information mais aussi de paix et de développement.

Page 2

OLYMPIADES PANAFRICAINES DE MATHÉMATIQUES

Six élèves représentent le Congo

Les élèves qui prennent part à la 33^e édition des Olympiades panafricaines de mathématiques à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, viennent des établissements scolaires de Brazzaville, Pointe-Noire et des lycées d'excellence d'Oyo dans la Cuvette et de Mbounda dans le Niari.

La compétition scientifique qui prend fin demain est organisée par l'assemblée générale de l'Union mathématique africaine pour congratuler les meilleurs élèves de la discipline sur le continent.



Page 9

Les six élèves engagés dans la compétition posant avec leur encadreur

Éditorial

Priorités absolues

Page 2

ÉDITORIAL

Priorités absolues

Les préoccupations de la population aspirant à des conditions de vie meilleures s'articulent autour de l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et de la sécurité économique. Portées principalement par une jeunesse dynamique qui cherche à concrétiser le potentiel du pays, celles-ci incluent les pénuries d'eau, d'électricité et de carburant ; le prix des denrées alimentaires ; la vie chère ; la lutte contre la délinquance en zones urbaine et rurale, la qualité du transport public et l'enlèvement des ordures ménagères.

Ces aspirations rejoignent les engagements pris par le gouvernement, conscient des attentes des Congolais, dans le cadre de sa politique d'action pour les cinq prochaines années. L'Etat, garant du bien-être social, entend ainsi mettre des bouchées doubles pour apporter des solutions durables aux besoins les plus pressants.

En amont, la volonté du gouvernement de résoudre ces préoccupations reste toujours de mise, au regard des programmes ou projets initiés. En aval, trouver des réponses effectives et durables aux besoins quotidiens du peuple invite l'exécutif à placer avant tout le capital humain au cœur de ses stratégies de développement.

La satisfaction de ces priorités requiert cependant de poursuivre les réformes structurelles souvent inachevées, mais aussi d'assurer une utilisation efficace et rigoureuse des fonds engagés au profit des citoyens. « Le Congolais attend des résultats concrets dans son assiette, dans son hôpital, sur sa route, dans l'école de son enfant où le paiement régulier des agents volontaires pose des problèmes et dans son environnement, sans oublier la régularité du versement des pensions de retraite... », reconnaît le chef du gouvernement.

Formulons le vœu que ce quinquennat soit celui du relèvement des défis majeurs et de la résolution des problèmes dont l'ampleur est connue du gouvernement.

Les Dépêches de Brazzaville

MÉDIAS

Journalistes, acteurs de la paix ?

Le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), en partenariat avec l'Unesco, a organisé, le 30 juin à Brazzaville, une conférence-débat sur le thème « Le rôle des médias dans l'édification d'un avenir de paix ». Des conférences organisées à cette occasion ont permis aux participants de comprendre que les médias ne sont pas seulement des vecteurs d'information, mais aussi des acteurs du développement.

La première conférence, animée par le Dr Godefroy Yhomby, a porté sur « Ethique, déontologie et responsabilité sociale » lui a permis d'expliquer aux participants comment concilier l'obligation d'informer et le devoir de ne pas attirer les tensions ou la haine ; comment éviter les pièges du sensationnel et les discours clivants; et enfin, comment résister aux pressions de tous genres qui instrumentalisent l'information au détriment de la cohésion sociale.

Quant à la deuxième conférence portant sur « Le défi numérique et les réseaux sociaux », elle a été animée par le Dr Idriss Bossoto. Le conférencier a eu pour tâche de faire comprendre au public ce que sont la désinformation et les fake-news ; l'impact des algorithmes sur la propagation des discours de haine et les codes de gouvernance de l'intelligence artificielle ainsi que comment les journalistes peuvent outiller les citoyens à développer leur esprit critique.

Le dernier exposé, lui, a eu pour thème « Les nouvelles approches journalistiques pour un journalisme de paix ». Cette thématique a été exploitée par le Pr Ludovic Miyouna. Il a eu pour mission d'édifier l'auditoire sur « La différence entre le journalisme de paix et le journalisme de guerre ». Dans le même ordre d'idées, il a exhorté les professionnels de l'information et de la communication à assurer une représentation équitable de toutes les composantes de la société dans les médias. Auparavant, ouvrant les travaux, le vice-président du CSLC, Jean Obam-



La photo de famille après les travaux / Adiac

bi, a indiqué que « dans toute société qui se veut démocratique, les médias ne sont pas simplement des vecteurs d'information. Ils sont des architectes invisibles du vivre-ensemble. Chaque mot diffusé, chaque image projetée, chaque récit proposé contribue à façonner le regard que les citoyens portent sur eux-mêmes et sur les concitoyens ».

Le Congo, a-t-il poursuivi, a traversé des épreuves douloureuses et c'est parce que les citoyens ont payé le prix fort de la désunion qu'ils comprennent mieux que quiconque la valeur inestimable de la paix sociale. « Et la paix, nous le savons, ne se décrète pas ; elle se construit, pierre après pierre, jour après jour, dans chaque interaction humaine, dans chaque acte de communication. Les médias sont au cœur de cette construction. Ils peuvent être des ponts ou des tranchées, des espaces de rassemblement ou des tribunes de division. La responsabilité qui leur incombe est im-

mense », a-t-il conclu.

De son côté, la représentante de l'Unesco au Congo, Fatimata Barry, a indiqué que le thème de la présente conférence-débat est au cœur du mandat de son institution depuis sa création ; parce que, a-t-elle renchéri, dans son Acte constitutif, il est écrit noir sur blanc que « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

Et de conclure : « Aujourd'hui plus que jamais, les médias occupent une place stratégique dans nos sociétés. Ils ne sont pas seulement des vecteurs d'information ; ils sont des acteurs du développement. Ils éclairent les décisions publiques, favorisent la participation citoyenne, renforcent la transparence, donnent une voix aux plus vulnérables et contribuent à bâtir des sociétés plus inclusives, plus résilientes et plus pacifiques ».

Roger Ngombé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV

Coordonnateur : Quentin Loubou
Responsable des programmes : Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali,
Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza,
Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo,
Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldron Abira
Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi
Chef de service RHC : Martial Mombongo
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Djongbot
Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima

Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Assistante : Presly Raïlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila
Adjoint : Jules César Olebi,
Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Mbenguet Okandze (chef de service),
Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka
Médiatrice culturelle : Émilie Eyala
Assistant : Eustel Chrispain Stevy Oba
Caissière : Jessica Iloki
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. : +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

UNIVERSITÉ DENIS-SASSOU-N'GUESSO

Des députés émerveillés par la qualité des équipements des laboratoires

La délégation de la Commission économie, finances (Ecofin) et contrôle de l'exécution du budget, conduite par le président Maurice Mavoungou, a visité le 29 juin les dix laboratoires équipés récemment à l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso (UDSN) de Kintélé. Elle a salué la qualité du matériel.

« Nous ne serons pas insensibles à ce que nous avons vu et entendu », c'est en ces termes que le député Maurice Mavoungou a bouclé la visite guidée qui leur a permis de faire le tour des laboratoires implantés au sein de l'institut et des quatre facultés actuellement opérationnels. En effet, la commission Ecofin de l'Assemblée nationale avait inséré dans le cadre du budget de l'Etat, exercice 2025, une ligne d'environ 800 millions FCFA pour permettre à l'UDSN de réaliser certains de ses projets sans passer par la tutelle. Les députés ont visité, au cours de leur descente, entre autres, les laboratoires des énergies renouvelables et réseaux intelligents ; des sciences géographiques, environnementales et aménagement ; du bâtiment et des travaux publics ; de génie énergétique appartenant à l'Ecole des mines, de l'hydraulique et de l'énergie ; ainsi que celui de contrôle qualité des denrées alimentaires. Ils sont également arrivés dans la salle numérique et intelligence artificielle, aux unités de biologie, d'analyses physico-chimiques de l'eau.

Visiblement épaté par la qualité des équipements, le président de la Commission Ecofin a assuré les responsables de l'UDSN qu'ils peuvent compter sur l'Assemblée nationale de la même manière que cette alma mater collabore avec des partenaires étrangers. « Nous tenons à légiférer par la preuve, c'est pour cela que nous sommes venus, en tant que laboratoire technique de l'Assemblée nationale en matière de lois de finances, nous assurer de l'exécution des dispositions contenues dans le budget de



Une vue d'un laboratoire/Adiac

l'Etat, exercice 2025. Des crédits vous ont été alloués directement, nous sommes venus voir si ces allocations ne souffrent pas de problèmes de décaissement. En effet, nous avons mis en place un mécanisme qui vous a permis aujourd'hui d'encaisser environ 800 millions FCFA pour acquérir ces équipements », a indiqué Maurice Mavoungou, soulignant la nécessité de faire rayonner l'UDSN en Afrique.

Plaidoyer pour accompagner l'UDSN

Se félicitant du choix porté sur son établissement pour l'implémentation de cette initiative d'appui direct aux bénéficiaires, le président de l'UDSN, le Pr Ange Antoine Abena, a signifié que les députés viennent de contribuer, aux côtés du chef de l'Etat et de la société Hemla, à bâtir un écosystème de recherche solide, capable de participer au

développement du pays. Ils permettent aussi de répondre aux exigences de la nouvelle politique du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur en matière de recherche et d'innovation. « Grâce à vous, 797 126 989 FCFA ont été directement injectés à l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso. Grâce à votre appui, nous avons équipé nos laboratoires du matériel de haut niveau », a-t-il reconnu.

Selon lui, l'UDSN a élaboré sa politique de recherche à travers quatre axes thématiques : aménagement du territoire, gestion foncière et du patrimoine ; ingénierie de la construction des routes et des bâtiments durables ; télédétection, cartographie, géodésie, analyse spatiale, modélisation mathématique, développement informatique et sécurité des systèmes ; matériaux, mines, énergie, eau, climat et environnement. Le but étant, a-t-il dit,

de s'adapter aux besoins réels du développement du pays.

« Nous n'avons pas voulu que chaque chercheur ait son sujet. Tous les enseignants-chercheurs de l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso travailleront autour de ces quatre axes qui sont directement liés aux problèmes qui se posent dans notre pays. Nous avons rédigé quatre projets fédérateurs en relation avec cette politique de recherche et de l'innovation. Nous avons choisi d'ouvrir, à partir de l'année universitaire 2026-2027, deux écoles doctorales bouclant ainsi les cycles licence-master-doctorat à l'UDSN. Ces deux écoles doctorales seront toujours en adéquation avec notre politique de recherche », a annoncé Ange Antoine Abena

Il a également informé les représentants du peuple que sur les 28 milliards FCFA prévus dans le cadre du plan stratégique de

développement 2022-2026 de l'UDSN, seulement 17% ont été décaissés en cinq ans. Malgré ce faible taux de décaissement, l'université a réalisé ses activités à hauteur de 50%. « Nous sommes en train de préparer le prochain plan stratégique 2027-2031. Ce prochain plan, que nous voulons plus réaliser que le premier, appelle encore votre soutien. Nous comptons sur vous pour nous accompagner dans sa mise en œuvre. Nous comptons aussi sur vous pour que ce projet de construction de l'Université Denis-Sassou-N'Gouesso, que nous considérons comme l'un des meilleurs de notre pays, avance », a-t-il plaidé.

Notons que sur les dix établissements prévus, seuls quatre sont fonctionnels actuellement. Le restaurant universitaire ne fonctionne pas, certains bâtiments sont encore à l'étape des fondations.

Parfait Wilfried Douniama

DÉLIT FAUNIQUE

Une personne interpellée pour trafic des pointes d'ivoire à Dolisie

Le prétendu trafiquant, Fesnel Pambou Moussoyo, a été interpellé le 26 juin à Dolisie, chef-lieu du département du Niari, en flagrant délit de détention, circulation et tentative de commercialisation de deux pointes d'ivoire, représentant un éléphant tué. Une espèce animale intégralement protégée par la loi.

L'interpellation du présumé délinquant faunique a été réalisée par les services de gendarmerie en collaboration avec les agents de la direction départementale de l'Economie forestière en poste à Dolisie, appuyés techniquement par le Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage. Après interrogatoire, la personne interpellée aurait ramené ces pointes d'ivoire des forêts du village 109, situé dans le district de Moutamba, dans le département du Niari. Les pointes d'ivoires gardées en toute discrétion à Dolisie par



Les pointes d'ivoire saisies/Adiac

le délinquant pour les vendre. Agée de plus de 40 ans, Fesnel Pambou Moussoyo a reconnu avoir détenu, transporté et gardé ces pointes d'ivoire chez lui pendant plusieurs jours. Ces faits sont réprimés par la législation faunique au Congo. Il va répondre de ses actes devant la justice congolaise et risque des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ferme ainsi qu'une amende pouvant atteindre cinq millions FCFA, conformément à la loi.

Cette opération menée à Dolisie intervient un mois après l'interpellation, par ces mêmes

services, de sept autres présumés délinquants fauniques à Ewo, dans le département de la Cuvette-Ouest. Ils avaient en leur possession quatre peaux de panthère qu'ils comptaient vendre.

Le procès portant sur cette affaire s'est ouvert le 29 juin au Tribunal de grande instance de cette ville. Signalons qu'en République du Congo, l'éléphant fait partie des espèces animales intégralement protégées, conformément à l'article 27 de la loi du pays sur la faune et les aires protégées.

Fortuné Ibara

Compte rendu du Conseil des ministres du mardi 30 juin 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni le mardi 30 juin 2026 à Oyo (Département de la Cuvette), sous la très haute autorité de son excellence, M. Denis Sassou N'Guesso, président de la République, chef de l'Etat.

Les affaires inscrites à son ordre du jour ont toutes concerné le ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public. Les membres du Conseil ont ainsi délibéré sur :

- Un projet de loi de finances rectificative;
- Une communication sur l'exécution du budget de l'Etat aux 31 décembre 2025 et 31 mars 2026.
- Et sur une présentation exhaustive du Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) 2027-2029.

Invité par le président de la République à prendre la parole, M. Christian Yoka, ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, a soumis à l'examen des Membres du Conseil des ministres un projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026.

D'emblée, le ministre Yoka a rappelé qu'à la suite de son investiture le 16 avril 2026, comme suite de l'élection présidentielle des 12 et 15 mars 2026, le président de la République a procédé successivement à la nomination du Premier ministre, chef du gouvernement, et des membres du gouvernement, les 23 et 24 avril 2026.

Le réaménagement de l'équipe gouvernementale a conduit à la création de nouveaux départements ministériels et à la recomposition de certains autres. Cette situation rend donc nécessaire un ajustement des crédits budgétaires ouverts par la loi n°42-2025 du 31 décembre 2025 portant loi de finances pour l'année 2026.

Entre-temps, et pour assurer la continuité du fonctionnement du service public, le décret n° 2026-179 du 8 mai 2026 portant ouverture de crédits d'avance au titre de l'exercice 2026 a été publié, en application des dispositions de l'article 29 de la loi organique n° 36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux lois de finances.

D'autre part, le projet de loi de finances rectificative a été élaboré dans un contexte international marqué par de vives tensions géopolitiques (guerre Iran-Etats-Unis-Israël, hausse significative des cours mondiaux du pétrole, etc.).

Ces tensions ont eu pour effet une amélioration sensible des perspectives de recettes. Les hypothèses retenues pour la loi de finances rectificative sont les suivantes : un prix du brut congolais révisé à 67 dollars contre une hypothèse établie à 60,3 dollars le baril dans la loi de finances initiale, soit une hausse de 11% ; une production pétrolière demeurant estimée à 105 millions de baril ; un taux de change retenu à 550 frs CFA pour un dollar américain ; le taux de croissance économique projeté est de 5,5% avec un taux d'inflation ramené à 2,7% contre 3% dans la loi de finances initiale.

Les objectifs poursuivis par le projet de loi de finances rectificative demeurent identiques à ceux définis dans la loi de finances initiale. Ils s'alignent sur les orientations du CBMT 2026-2028 et se déclinent ainsi qu'il suit :

- i) consolidation des recettes publiques, par la digitalisation des processus, la réduction des exonérations fiscales et l'optimisation des recettes issues des ressources naturelles (Pétrole, forêt, mines) ;
- (ii) rationalisation et l'efficacité des dépenses publiques par une gestion rigoureuse des dépenses de fonctionnement ;
- (iii) gestion de la dette publique par la poursuite des efforts de réduction du niveau de la dette ;
- (iv) renforcement de la résilience de l'économie par le développement des secteurs hors pétrole et la reconstitution du fonds de stabili-

lisation à la BEAC.

En conséquence, le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026 comprend :

- un budget de l'Etat exercice 2026 arrêté en recettes à la somme de 2 778 016 000 000 de francs CFA 2 550 540 000 000 de francs CFA dans la loi de finances initiale, et en dépenses à la somme de 2 561 069 000 000 de francs CFA contre 2 320 167 000 000 de francs CFA initialement.
- Des recettes budgétaires supérieures aux dépenses budgétaires, dégageant ainsi un excédent budgétaire prévisionnel de 216 947 000 000 de francs CFA contre 230 373 000 000 de francs CFA dans la loi de finances initiale.
- en trésorerie et en financement, les ressources sont estimées à la somme de 1 595 360 000 000 de francs CFA contre 1 240 360 000 000 de francs CFA dans la loi de finances initiale, et en charges à la somme de 1 812 307 000 000 de francs CFA contre 1 470 732 000 000 de francs CFA initialement.

Il résulte de la différence entre les ressources de trésorerie et les charges de trésorerie un déficit prévisionnel de trésorerie estimé à 216 947 000 000 de francs CFA. Ce déficit de trésorerie est résorbé par l'excédent budgétaire de 216 947 000 000 de francs CFA dégagé précédemment.

Après un examen serré et une ample discussion, le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi de finances rectificative pour l'année 2026. Il sera transmis au Parlement pour examen et adoption.

Poursuivant son propos, le ministre Christian Yoka a présenté aux membres du Conseil l'exécution du budget de l'Etat respectivement au 31 décembre 2025 et au 31 mars 2026.

Il en ressort, entre autres et au 31 décembre 2025, une exécution contrastée, marquée par une certaine résilience des recettes fiscales et une hausse des dépenses de fonctionnement. Il convient de noter, comparativement à l'exercice 2024, un certain frémissement des dépenses d'investissement, exécutées à 67% des prévisions, soit une hausse d'environ 14% par rapport à 2024.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2026 a été caractérisée par une amélioration de la mobilisation des ressources, notamment du fait d'une dynamique positive dans la collecte des recettes fiscales, ainsi que par un net frémissement en matière d'investissement, avec 71 milliards de frs CFA, soit 12% de la prévision annuelle.

Enfin, le ministre Yoka a présenté aux membres du Conseil le CBMT 2027-2029. Abordant le contexte macroéconomique qui sous-tend ce Cadre, le ministre a constaté les pressions inflationnistes mondiales et un ralentissement de la dynamique commerciale globale. A cet égard, l'activité économique mondiale devrait se situer en 2026 à 3,1 % contre 3,4% en 2025. Le taux d'inflation devrait s'établir à 2,8% en 2026 contre 2,5% en 2025.

Au niveau national, le taux de croissance du PIB réel devrait être de 5,5% en 2026 contre 4,3% en 2025, soutenu par le dynamisme des secteurs pétrolier et non pétrolier qui devraient passer respectivement de 4,9 à 5,6% et de 3,2 à 4,8%. Pour les années 2028 et 2029, la croissance devrait se consolider à 6,1% et 7,0% soit 6,5% en moyenne annuelle.

L'inflation, quant à elle, devrait se situer à 2,7% en 2026 contre 2,6% en 2025. L'orientation budgétaire à moyen terme reste, quant à elle, en lien avec le programme d'action du gouvernement qui s'appuie sur les dix actions prioritaires du nouveau projet de société

du président de la République, « L'accélération de la marche vers le développement », reprises et détaillées en vingt missions qui constituent la feuille de route du quinquennat 2026-2031. Ce programme sera assurément l'épine dorsale du prochain Plan national de développement en cours d'élaboration.

Sur la période triennale 2027-2029, la stratégie d'ensemble visera la consolidation des grands équilibres macroéconomiques et budgétaires aux fins de poursuivre le désendettement public et de renforcer la croissance économique. Le principal objectif est l'accélération du rythme de croissance qui devrait gagner 1,3 point dès 2027 par rapport à 2026 et devrait s'établir à 6,9%. Elle se fixerait en moyenne annuelle, sur la période 2028-2029, à 6,5%. Ce résultat devrait être obtenu grâce au dynamisme du secteur hors pétrole dont la croissance passerait de 4,7% en 2026 à 5,4% en 2027, et se consoliderait à 6,1% en 2028 et 7,0% en 2029, portée principalement par la bonne tenue du secteur tertiaire. De même, le secteur pétrolier gagnerait 2,4 points à partir de 2027 pour se situer à 8,0% en 2027 contre 5,5% en 2026, mu par la montée en puissance des champs en production ainsi que par l'entrée en production des nouveaux champs. Sur la période 2028-2029, cette croissance est projetée à 4,8% en 2028 et 5,0% en 2029. S'agissant de l'inflation, elle passerait à 3,0% en 2027 contre 2,7% en 2026, et se situerait en moyenne à 3,0% sur la période.

Pour atteindre ces objectifs, les principales orientations de l'action de l'Etat pour les trois prochaines années seront les suivantes :

- (i) renforcement de la mobilisation des recettes et élargissement de l'assiette fiscale ;
- (ii) maîtrise et rationalisation de la dépense publique ;
- (iii) restauration de la crédibilité budgétaire ;
- (iv) consolidation des excédents budgétaires sur toute la période ;
- (v) renforcement de la gestion de la trésorerie et de la dette intérieure ;
- (vi) renforcement de la performance et responsabilisation des gestionnaires des programmes budgétaires ;
- (vii) réduction et optimisation de la dette publique ;
- (viii) optimisation de la gestion des risques budgétaires ;
- (ix) mise en place de coussins de sécurité pour renforcer la résilience de l'économie nationale face aux chocs ;
- (x) poursuite des efforts de reconstitution des réserves de change.

Dans ses grandes lignes, le CBMT vise à :

- (i) garantir la soutenabilité financière de l'Etat ;
- (ii) réduire la dépendance aux ressources pétrolières ;
- (iii) améliorer la sincérité budgétaire ;
- (vi) faire du budget programme un véritable outil de gestion public.

Les ressources budgétaires devraient progresser à un rythme annuel moyen de 3,6% sur la période 2027-2029, portées par l'amélioration des recettes, tant fiscales que pétrolières.

De même, la trajectoire des dépenses budgétaires devrait progresser annuellement de 2,5%, un rythme moins élevé que celui des recettes, traduisant une maîtrise globale des dépenses.

Cette trajectoire des recettes et des dépenses budgétaires devrait entraîner une amélioration des soldes budgétaires qui seraient positifs sur l'ensemble de la période.

Les recettes budgétaires connaîtront une dynamique positive. Elles devraient se fixer à 2 970,9 milliards de FCFA en 2027, à 3060,1 milliards de FCFA en 2028 et 3 189,7 milliards de FCFA en 2029, soit une augmentation en moyenne annuelle de 3,6%, portée essentiellement par les recettes fiscales qui augmenteraient à un rythme annuel moyen de 7,4% et s'établiraient à 1 336,3 milliards de FCFA en 2027, à 1 439,0 milliards de FCFA en 2028 et 1 554,2 milliards de FCFA en 2029.

Les recettes pétrolières, par contre, devraient régresser de 0,9% en moyenne annuelle et se situeraient à 1 281,0 milliards de FCFA en 2027, à 1 266,4 milliards de FCFA en 2028 et 1 258,7 milliards de FCFA en 2029. Les principales hypothèses sur la période 2027-2029 sont les suivantes :

- (i) une production de 112,3 millions de barils en 2027 ; 117,5 millions de barils en 2028 et 123,4 de barils en 2029 ;
- (ii) un prix du brut congolais de 71,0 dollars USD en 2027, puis 70 dollars USD en 2028 et 69 dollars USD en 2029 ;
- (iii) un taux de change du dollar de 565,0 FCFA sur la période et ;
- (iv) un taux de partage de production au profit de l'Etat de 28,0% en 2027, puis 27% en 2028 et 26% en 2029.

Les dépenses budgétaires devraient se situer, quant à elles, à 2 601,4 milliards de FCFA en 2027, à 2 668,7 milliards de FCFA en 2028 et 2 730,4 milliards de FCFA en 2029. Les dépenses d'investissement s'établiraient à 624,7 milliards de FCFA en 2027, en 2028 à 640,4 milliards de FCFA et 656,4 milliards de FCFA en 2029, en progression moyenne de 10,8%, pour prendre en compte les priorités du projet de société « L'accélération de la marche vers le développement » .

Sur la période triennale 2027-2029, le solde budgétaire global de base progresserait à un rythme annuel moyen de 8,7% sur la période et représenterait en moyenne 5,1% du PIB. Ce solde s'éleverait à 369,5 milliards de frs CFA en 2027, à 391,4 en 2028 et 459,3 en 2029.

Les Membres du Conseil ont pris bonne note de cette présentation exhaustive du CBMT et ont opiné sur la nécessité, pour les pouvoirs publics, de tout mettre en œuvre pour s'y conformer, et ce au plus grand profit de la population congolaise.

Prenant la parole à l'issue de cette présentation, son excellence M. Denis Sassou N'Guesso, président de la République, chef de l'Etat, a exhorté les membres du gouvernement à œuvrer pour rapprocher les éléments

pris en compte pour l'établissement du PIB de l'économie réelle, avec la prise en compte de toutes les richesses et potentialités. Pour ce faire, il a demandé que le gouvernement s'emploie à finaliser le processus de rebasage du PIB engagé en coopération avec la Banque africaine de développement.

Sur ces instructions et, constatant que plus aucun point n'était inscrit à l'ordre du jour, le président de la République a clos la réunion et levé la séance.

Commencée à 10h00, la réunion du Conseil des ministres a pris fin à 12h00.

Fait à Oyo, le 30 juin 2026

**Pour le Conseil des ministres,
Le ministre de la Communication et des Médias,
Porte-parole du gouvernement,
Thierry Lézin Mougalla/**

GESTION FORESTIÈRE

L'OCDH sensibilise les journalistes

Dans le but de sensibiliser l'opinion nationale et internationale aux questions liées à la protection des forêts, l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) a échangé avec les professionnels des médias, le 27 juin à Brazzaville, afin de les impliquer dans le suivi et l'analyse de la gestion durable des forêts et les défis liés à la mise en œuvre des grilles de légalité, avant de leur remettre la note d'analyse sur le sujet.

La rencontre visait à renforcer les capacités des journalistes à jouer pleinement leur rôle de vigile et de relais dans le combat pour la transparence et la durabilité. « *Ce n'est pas seulement pour faire le relais de ce que nous donnons ici, mais c'est aussi pour impliquer les professionnels des médias dans ce plaidoyer* », a déclaré le coordonnateur des programmes de l'OCDH, Godefroy Quentin Banga, demandant que le message soit porté plus haut.

La réunion a été l'occasion de rappeler l'importance de l'Accord de partenariat volontaire Flegt, signé entre le Congo et l'Union européenne (UE) en 2010 et ratifié en 2013. Cet accord vise à garantir que tout le bois exporté vers l'UE soit issu d'une exploitation légale, à travers un système de traçabilité et de vérification de la légalité.

Selon la note d'analyse présentée par la directrice exécutive de l'OCDH, Nina Kiyindou, les grilles de légalité qui constituent



Le bureau de l'OCDH/Adiac

le document de base de cette vérification sont aujourd'hui confrontées à des défis majeurs. La révision du Code forestier en 2020 et l'adoption de nouvelles lois ont rendu certains indicateurs et vérificateurs obsolètes ou non harmonisés.

Les défis identifiés sont nombreux et concernent aussi bien les aspects législatifs que fiscaux. Parmi lesquels, la non application des nouveaux titres fores-

tiers, notamment le permis d'exploitation domestique, le permis de coupe de bois de plantation et la convention de valorisation du bois de plantation.

On note aussi l'absence de textes d'application, en particulier pour la loi sur le partage de production des grumes, ou pour la création des forêts communautaires ; le manque de clarté sur les nouvelles taxes forestières, comme la taxe de résidus ou la taxe d'oc-

cupation ; et la non-élaboration de l'arrêté sur les modalités de vente locale des produits forestiers issus des droits d'usage.

Face à ces constats, l'OCDH a formulé des recommandations claires à l'endroit des pouvoirs publics, leur demandant de procéder d'urgence à l'évaluation et à la révision des grilles de légalité pour les rendre opérationnelles. Un appel est également lancé à l'UE pour qu'elle exige cette ré-

vision, et au secteur privé pour qu'il s'implique.

Pour le coordonnateur Godefroy-Quentin Banga, l'enjeu est bien plus vaste qu'une simple question technique. Il s'agit de la survie des communautés locales et de la préservation de l'environnement. « *Si ce processus connaît le même sort que celui connu par les Camerounais et les Libériens, cela va exposer notre environnement. Il y aura peu de contrôle et l'exploitation risque de devenir anarchique avec les conséquences irréversibles sur les communautés et la population locale* », a-t-il averti.

En associant les journalistes à son plaidoyer, l'OCDH leur offre les outils nécessaires pour un suivi rigoureux et pointu. En retour, il attend des médias qu'ils soient des témoins exigeants des politiques forestières, et capables de contribuer à une meilleure protection des ressources naturelles du Congo.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

ZLÉCAF

La SDT et le CCJE mobilisent décideurs et entrepreneurs

À l'initiative de la Synergie pour le développement de tous (SDT) et du Conseil congolais des jeunes entrepreneurs (CCJE), le Grand Lancaster de Brazzaville accueillera, du 21 au 22 août prochain, un rendez-vous économique de premier plan : « *Le café des entrepreneurs sur la Zlécaf* ». Une action au profit direct des décideurs publics, des investisseurs et des porteurs de projets.

Face aux mutations du marché continental, la SDT et le CCJE unissent leurs forces en initiant le « Café des entrepreneurs ». Placé sur le thème « *Enjeux, perspectives et impact de la Zlécaf* », cet événement est dédié à ceux qui font et feront l'économie de demain, notamment les décideurs publics, les investisseurs chevronnés, les acteurs économiques influents ainsi que les jeunes porteurs de projets.

L'ambition des organisateurs est d'offrir à ce public d'élite

les clés de compréhension nécessaires pour lever les barrières et conquérir un marché de plus d'un milliard de consommateurs. Pour la SDT et le CCJE, il ne s'agit pas d'un simple forum de discussion, mais d'un levier de transformation. En réunissant des profils complémentaires, l'événement permet de créer des ponts directs.

C'est, en effet, un espace idéal pour échanger sur l'impact des politiques publiques de l'intégration éco-

nomique africaine et affiner les stratégies nationales. Cet événement constitue une opportunité pour des investisseurs qui souhaitent capter de nouvelles tendances, d'identifier des projets à fort potentiel et de nouer des partenariats d'affaires solides à travers un networking professionnel de haut niveau.

À travers cette organisation, la SDT et le CCJE rappellent que l'avenir de l'entrepreneuriat congolais passe par une vision continentale. Porté par la vision d'avenir « *Un Congolais, un projet, un emploi* », ce grand rendez-vous de Brazzaville s'impose comme le carrefour stratégique incontournable pour préparer les entreprises locales à devenir les leaders africains de demain.

Rude Ngoma



APPEL A CANDIDATURE N° 007/MCIDAT/2026/PRACAC/AGF-PRRU RECRUTEMENT D'UN(E) SPECIALISTE DU SUIVI/ÉVALUATION DU PRRU



I-Contexte et justification

Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque Mondiale un accord de prêt d'un montant de 60 millions USD pour le financement du projet de renforcement de la résilience urbaine (PRRU) et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services de « recrutement d'un(e) spécialiste du suivi/évaluation du PRRU ».

II-Description du poste

Sous l'autorité directe du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet, le/la Spécialiste de Suivi-Évaluation a pour mission principales :

- de contribuer à la révision de la matrice du cadre logique, particulièrement sur le plan de la hiérarchie des objectifs, des indicateurs, et des mécanismes de suivi ;
- d'aider à l'élaboration le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) et le chronogramme de travail ;
- d'élaborer le cadre de général de suivi-évaluation du projet, notamment les examens annuels du projet, les évaluations d'impacts participatives, le suivi des processus, le suivi des opérations et les ateliers sur les enseignements à tirer de l'expérience ;
- d'orienter le processus de définition et formulation des principaux indicateurs concernant chaque composante, pour relever et prendre en compte les progrès effectifs réalisés par rapport aux PTBA ;
- de diriger également le processus de définition du contenu et des modes de présentation de ses rapports d'activités ;
- d'orienter le processus de définition des questions relatives à la performance et des paramètres essentiels pour suivre la performance de l'UGP et des Unités Techniques Municipales ;
- de préciser les informations essentielles nécessaires aux responsables du Projet, au Comité de pilotage, aux organismes de financement ;
- de fixer avec les acteurs concernés, le cadre et les procédures d'évaluation des activités du Projet ;
- d'examiner la qualité des données socio-économiques disponibles dans la zone du projet, les méthodes de collecte, et leur adéquation pour four-

nir les statiques de référence nécessaire pour l'évaluation des impacts du projet ;

- d'examiner avec les partenaires leurs méthodes et système de gestion en vigueur et s'entendre avec eux sur les changements à apporter, l'appui et les moyens nécessaires ;
- d'orienter et superviser les organisations engagées par contrat pour réaliser les enquêtes et études spéciales nécessaires à l'évaluation des effets et impacts du projet ;
- de veiller à ce que tous les contrats de prestations de services comportent des clauses concernant le suivi interne exigé d'eux, les systèmes de compte rendu et les sanctions applicables en cas de défaillance ;
- de mettre en place un dispositif de Suivi-Evaluation ;
- d'établir un plan de renforcement des capacités en matière de suivi-évaluation et de soutien informatique ;
- d'organiser et mettre en œuvre la formation des acteurs concernés, y compris les bénéficiaires, en matière de suivi-évaluation, notamment pour les aspects participatifs ;
- de participer aux différentes rencontres de l'UGP (Comité de Pilotage et de Suivi, réunion avec les Ministères bénéficiaires, revues tripartites, etc.) et en dresser rapport après chaque rencontre ;
- préparer les fiches techniques de suivi du projet et examiner les rapports de progression ;
- de participer à la préparation des différents rapports de l'exécution (rapport trimestriel et annuel) et proposer un format de rédaction de ces rapports
- de renseigner régulièrement le cadre de résultat ;
- d'identifier pour chaque indicateur la source de collecte ainsi que la périodicité de la collecte ;
- de collecter ou faire collecter les valeurs associées aux indicateurs et renseigner le tableau de résultats ;
- de centraliser et analyser les données collectées à partir d'un logiciel de Suivi-Evaluation ;
- de préparer pour les missions de suivi de la des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et Ministère en charge des Investissements publiques les tableaux d'indicateurs et analyses correspondantes ;

• d'attirer l'attention du Coordonnateur sur les écarts constatés entre les prévisions et les réalisations de proposer en collaboration avec les responsables sectoriels les mesures de correction des écarts négatifs.

- de tenir un fichier des réalisations physiques des activités du Projet ;
- de mettre en place les tableaux de bord ;
- de mettre en place un mécanisme de gestion des connaissances et des savoirs

III- Profil de candidat(e) recherché (e)

Le/la candidat(e) devra répondre au profil suivant :

- avoir au moins un diplôme universitaire (BAC+5) en management des projets, administration publique, statistiques, ingénierie, sciences sociales, gestion, ou équivalent ;
- justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en suivi-évaluation et planification ;
- avoir une parfaite connaissance de l'élaboration des manuels de suivi-évaluation des projets ;
- avoir des aptitudes de travail en équipe, dans un milieu multiculturel et sous pression ;
- maîtriser l'outil informatique (Word, Excel, PowerPoint, Internet...);
- connaître le milieu urbain congolais (Brazzaville et Pointe-Noire) ;
- avoir une parfaite maîtrise du français, de solides compétences en communication écrite et orale ; ainsi qu'un niveau acceptable en anglais ;
- avoir une bonne connaissance d'outils de conception ou de collectes des données (ODK collect, Kobotoolbox et autres) ou de cartographie (QGIS, ArcGIS, etc.) ;
- justifier d'une expérience dans un projet de développement financé par les Partenaires Techniques et Financiers constituerait un avantage apprécié ; et
- avoir une connaissance des logiciels de traitement des données serait un atout.

N.B : Les candidats ne présentant pas un diplôme conforme aux termes de référence seront systé-

matiquement éliminés.

IV-Méthode de sélection

La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de septembre 2025). Elle se déroulera en deux (02) phases : i) une phase de présélection des candidats sur la base de leur CV qui permettra l'établissement d'une liste restreinte composée de candidats répondant aux critères minimums de qualification et d'expérience consignés dans les termes de référence et ii) une phase d'interview. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s pour la deuxième phase.

V- Dépôt des candidatures

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence du poste tous les jours ouvrables à l'adresse indiquée ci-dessous de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures écrits en français comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae à jour et signé, incluant trois (03) références professionnelles, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience et de la qualification pour le poste, doivent être déposés sous pli fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 20 juillet 2026 à minuit (heure local), avec la mention : « Recrutement d'un(e) spécialiste du suivi/évaluation du PRRU ».

Contact

Monsieur le Coordonnateur du PRRU
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez
Tél. : (242) 05 206 2915
E-mail : prrucongo@gmail.com
Brazzaville – Congo

Fait à Brazzaville, le 30 juin 2026

Le Coordonnateur,
Benoît NGAYOU

APPEL A CANDIDATURE N° 008/MCIDAT/2026/PRACAC/AGF-PRRU

RECRUTEMENT D'UN(E) SPECIALISTE EN COMMUNICATION DE L'UNITE DE GESTION DU PRRU

I-Contexte et justification

Le gouvernement de la République du Congo a signé avec la Banque Mondiale un accord de prêt d'un montant de 60 millions USD pour le financement du projet de renforcement de la résilience urbaine (PRRU) et à l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour financer les services de « recrutement d'un(e) spécialiste en communication de l'unité de gestion du PRRU ».

II-Description du poste

Sous l'autorité directe du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet, le/la Spécialiste en communication a pour mission principales :

- Élaboration de la stratégie et de l'identité visuelle :
 - assurer l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie globale de communication du projet ;
 - élaborer le plan annuel et pluriannuel de communication du projet ;
 - développer une charte graphique et assurer le respect de l'identité visuelle du projet ;
 - définir les approches, outils et canaux de communication adaptés aux différentes parties prenantes cibles.
- Promotion de l'image et visibilité institutionnelle :
 - développer, valoriser et renforcer l'image et la notoriété du projet ;
 - assurer la visibilité institutionnelle du projet et de ses partenaires ;
 - présenter et promouvoir le projet, ses activités et ses réalisations à travers les différents canaux de communication accessibles aux parties prenantes ;
 - organiser les activités médiatiques, institutionnelles et événementielles du projet.
- Production des contenus et supports de communication :
 - concevoir et produire les supports de communication du projet (brochures, flyers, affiches, dépliants, banderoles, spots radio, vidéos, capsules multimédia, etc.) ;
 - produire et diffuser des contenus numériques et multimédias conformes à la stratégie de communication ;
 - appuyer la rédaction des documents institutionnels, correspondances et supports de présentation du projet.
- Communication digitale et gestion des plateformes :

- gérer la communication digitale du projet ;
 - créer, administrer et animer les plateformes des médias sociaux du projet ;
 - assurer le suivi, l'alimentation et la mise à jour régulière des informations sur les médias sociaux du projet ;
 - appuyer la création et le développement du site Internet du projet.
- e) Relations médias et communication externe :
- établir et maintenir des relations professionnelles avec les médias locaux et internationaux ;
 - préparer les communiqués de presse, dossiers médias et contenus de visibilité ;
 - faciliter les interviews, reportages et productions médiatiques sur les réalisations du projet ;
 - gérer la communication sensible et de crise.
- f) Communication communautaire et mobilisation sociale :
- travailler en collaboration avec le cabinet chargé de la facilitation sociale ;
 - faciliter la diffusion des informations auprès des communautés ;
 - contribuer à la mobilisation et à l'engagement des parties prenantes ;
 - accompagner les campagnes de sensibilisation et d'information communautaire ;
 - gérer la communication de crise.
- g) Communication pour le développement (C4D) :
- intégrer des approches visant le changement de comportement ;
 - adapter les messages aux publics cibles (genre, vulnérabilité, inclusion).
- h) Renforcement des capacités en communication :
- élaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités en communication au profit des équipes du projet, partenaires, relais communautaires et autres parties prenantes.
- i) Reporting, gestion des connaissances et capitalisation :
- produire des rapports trimestriels sur la mise en œuvre de la stratégie de communication ;
 - assurer la gestion des connaissances du projet à travers la collecte, l'organisation, la diffusion et l'archivage des infor-

mations relatives aux progrès, résultats, effets, bonnes pratiques et difficultés rencontrées ;

- capitaliser les expériences et produire des contenus de valorisation des acquis et impacts du projet ;
- mettre en place des mécanismes de partage et de diffusion des connaissances au sein du projet et avec les partenaires.

III- Profil de candidat(e) recherché (e)

Le/la responsable en communication(e) devra répondre au profil suivant :

- être titulaire d'un diplôme supérieur de niveau Bac + 5 au minimum en sciences de communication, journalisme, relations publiques, communication pour le développement, sciences sociales ou domaine équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans en tant que chargé de communication ou de relations publiques au sein d'un organisme public ou privé ;
- avoir une expérience d'au moins trois (03) ans dans la mise en œuvre de la communication dans le cadre des projets ou programmes de développement ;
- avoir une connaissance et une expertise avérée en conception digitale et en gestion de logiciels de montage vidéo, photo ou de conception graphique (Adobe Creative Suite : Photoshop, InDesign, Illustrator, etc.) ;
- avoir une bonne connaissance des approches C4D ;
- avoir une bonne maîtrise de la langue française, de Lingala et de Kituba ;
- avoir une bonne maîtrise des outils de communication digitale ;
- avoir une capacité à travailler avec des équipes multidisciplinaires ; et
- avoir d'excellentes capacités de rédaction et de communication orale.

N.B :

- Les candidats ne présentant pas un diplôme conforme aux termes de référence seront systématiquement éliminés.
- Seules les expériences prouvées par les attestations ou certificats de travail de l'employeur seront prises en compte lors de l'évaluation.
- Sauf dans le cadre des exceptions prévues par la loi, les candidats ayant déjà été admis à faire valoir leurs droits à la retraite au moment de postuler ne seront pas retenus. Ceci vaudra aussi pour les candidats atteignant l'âge de la retraite,

soit au moment du recrutement, soit avant la fin de la première année du contrat.

IV-Méthode de sélection

La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de septembre 2025). Elle se déroulera en deux (02) phases : i) une phase de présélection des candidats sur la base de leur CV qui permettra l'établissement d'une liste restreinte composée de candidats répondant aux critères minimums de qualification et d'expérience consignés dans les termes de référence et ii) une phase d'interview. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s pour la deuxième phase.

V-Dépôt des candidatures

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence du poste tous les jours ouvrables à l'adresse indiquée ci-dessous de 08h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 (heure locale).

Les dossiers de candidatures écrits en français comprenant : une lettre de motivation, un curriculum vitae à jour et signé, incluant trois (03) références professionnelles, des copies de diplôme, des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience et de la qualification pour le poste, doivent être déposés sous pli fermé ou envoyés par courrier électronique à l'adresse ci-dessous au plus tard le 20 juillet 2026 à minuit (heure local), avec la mention : « Recrutement d'un(e) spécialiste en communication de l'unité de gestion du PRRU ».

Les candidatures féminines sont encouragées

Contact

Monsieur le Coordonnateur du PRRU
Rue Duplex n° 12 / Secteur Blanche Gomez
Tél. : (242) 05 206 2915
E-mail : prrucongo@gmail.com
Brazzaville – Congo

Fait à Brazzaville, le 30 juin 2026

Le Coordonnateur,
Benoît NGAYOU

CONFÉRENCE HERAF CFTA 2026

Le Congo fait entendre sa voix au Nigeria

La ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation, chargée de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf), Jacqueline Lydia Mikolo, a porté la voix du Congo à la conférence régionale HerAfCFTA 2026 d'Abuja, au Nigeria, qui a eu pour enjeu de placer les femmes entrepreneures au centre de l'agenda commercial du continent.

La conférence régionale HerAfCFTA 2026 d'Abuja s'est tenue le 29 juin, soit un jour avant la 18e réunion du Conseil des ministres en charge du Commerce de la Zlécaf. Porteuse de la voix du Congo à ce rendez-vous, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo a dévoilé les initiatives du pays déterminé à réussir son entrée dans le marché continental, tout en soulignant la place de la femme dans ce challenge.

« Aujourd'hui, les femmes assurent près de 70% du commerce transfrontalier informel en Afrique. Au Congo, elles tiennent plus de 80% du commerce transfrontalier informel. Elles dirigent près de 78% des activités économiques du même secteur et près de 30% d'entreprises formelles. Elles représentent 51,3% de la population nationale. Pourtant, ce potentiel demeure largement sous-exploité. L'accès au financement, aux marchés, aux normes de qualité, aux plateformes numériques, aux chaînes de valeur



La ministre en charge du Commerce au centre avec d'autres animatrices de la conférence/DR

régionales reste insuffisant », a fait savoir la ministre Jacqueline Lydia Mikolo.

Selon elle, « la Zlécaf offre l'opportunité historique de corriger ces déséquilibres en transformant des millions de commerçants et d'entrepreneurs en entreprises africaines compétitives, créatrices de richesse et d'emplois ».

Abondant dans le même sens lors de cette réunion d'Abuja, le secrétaire général de la Zlécaf, Wamkele Mene, a appelé à une action coordonnée pour placer les femmes entrepreneures au cœur de l'agenda commercial du continent.

Il convient de rappeler que la conférence régionale de haut niveau HerAfCFTA est un événement phare initié par le Programme des Nations unies pour le développement, dédié à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes dans le commerce intra-africain.

Rominique Makaya

ODD

Un dialogue régional sur les infrastructures territoriales tenu à Brazzaville

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a organisé, les 30 juin et 1er juillet à Brazzaville, un Dialogue régional sur la gouvernance locale, les infrastructures territoriales et l'accélération des Objectifs de développement durable (ODD) en Afrique.

Les assises de Brazzaville ont regroupé une cinquantaine de leaders locaux et communautaires ainsi que des experts en développement territorial venus de quinze pays d'Afrique australe, de l'Est, du centre et de l'Ouest avec pour objectif de repenser la gouvernance et les infrastructures territoriales. Les participants ont esquissé des solutions pragmatiques pour surmonter les défis structurels du développement territorial. Ainsi, des sessions interactives et des ateliers de co-création ont été organisés pour, entre autres, catalyser l'innovation territoriale (cartographier et valoriser) les modèles de gouvernance locale ayant prouvé leur impact sur les ODD.

Le président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, dans son mot de bienvenue, a souhaité que ce dialogue puisse contribuer à renforcer cette dynamique en faveur d'un développement plus inclusif, plus résilient et plus durable aux bénéfices de la population africaine. « L'Agenda 2030, adopté en 2015 par l'ensemble des États membres des Nations unies, a tracé une vision ambitieuse d'un monde plus juste, plus inclusif et plus du-

nable à travers les dix-sept Objectifs de développement durable. Cependant, dix années après cette adoption, le constat demeure préoccupant », a déploré le député maire de Brazzaville.

Selon lui, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, a tracé une voie qui rejoint pleinement les ambitions de l'Agenda 2030 et les aspirations des collectivités territoriales nationales, en plaçant les infrastructures, l'aménagement du territoire, la modernisation de l'action publique, la décentralisation et le développement local au cœur des priorités du pays.

La représentante résidente du Pnud au Congo, Adama Dian Barry, quant à elle, a réaffirmé l'engagement de cette agence onusienne pour la promotion de la décentralisation et la gouvernance inclusive comme levier du développement et surtout des stratégies d'accélération à l'horizon 2030. « À moins de cinq années de l'échéance de l'agenda 2030, force est de constater que les progrès restent inégaux et, dans certains cas, insuffisants. Les données récentes révèlent que seuls 35 % des cibles des ODD sont en bonne voie ou enregistrent des gains modestes (dont 18 % atteintes et 17 %



Les participants/Adiac

modérément atteintes) et près de la moitié des cibles progresse trop lentement, et 18 % sont en réalité en régression », a-t-elle regretté.

Nécessité de repenser les modèles

Selon elle, les ODD ne se réaliseront pas uniquement à travers des politiques globales ou nationales. Ils se concrétisent avant tout dans les territoires, au plus près des populations, là où se jouent les dynamiques quotidiennes de développement, pour ne laisser personne de côté. « Les collectivités territoriales, les autorités administratives, les communautés locales, les organisations de la société civile et les acteurs économiques de proximité sont aujourd'hui en première ligne. Ils sont les mieux placés pour identifier les besoins réels, adapter les

solutions aux contextes spécifiques et garantir une appropriation durable des actions entreprises », a souligné la représentante résidente du Pnud. Adama Dian Barry a également évoqué des défis qu'il faille relever pour libérer pleinement le potentiel de l'action locale. Parmi ces défis, la question du financement demeure, d'après elle, centrale, car les ressources disponibles au niveau local restent, dans de nombreux contextes, largement insuffisantes pour répondre aux besoins croissants de la population. Ainsi, pour repenser les modèles, une approche systémique s'impose. Il s'agit notamment d'investir dans le renforcement des capacités des acteurs territoriaux, de promouvoir des mécanismes de financement adaptés aux réalités locales renforçant la mobilisation des ressources domestiques, et

d'encourager des cadres de gouvernance inclusive qui associent pleinement les citoyens, les jeunes et les femmes à la prise de décision.

Ouvrant les travaux, le conseiller économique du vice-Premier ministre, chargé de la Coordination, des Infrastructures de développement et de l'Aménagement du territoire, Bernard Ganzo, a rappelé l'ambition du gouvernement de façonner un pays uni, prospère et résilient. « Au-delà du simple diagnostic, nous attendons des solutions concrètes, le partage des bonnes pratiques et des recommandations opérationnelles pour guider nos politiques publiques. Pour le gouvernement congolais, ces enjeux sont prioritaires pour accélérer la décentralisation et réussir l'équilibre territorial », a-t-il déclaré.

Parfait Wilfried Douniama



PARIPESA

**YAYA
TOURE**

BRAND AMBASSADOR

code promo: **PESARC**

The advertisement features a portrait of Yaya Toure in a dark suit, pointing towards the viewer. The background is a vibrant blue with light streaks. The Paripesa logo is at the top right, followed by 'YAYA TOURE' in large white and yellow letters, and 'BRAND AMBASSADOR' in smaller white letters. A signature is visible to the right of the name. At the bottom, a blue button contains the promo code 'PESARC'.



PARIPESA | 

Partenaire Officiel Africain des Paris Sportifs

code promo: **PESARC**

The advertisement shows several football players in white kits with red and blue accents, celebrating. One player in the center holds a newspaper with the headline 'CHAMPIONNE AFRICAINE'. The background is blue. The Paripesa logo and the Olympique Lyonnais (OL) logo are on the right. Below them, the text 'Partenaire Officiel Africain des Paris Sportifs' is written. At the bottom, a blue button contains the promo code 'PESARC'.

OLYMPIADES PANAFRICAINES DE MATHÉMATIQUES

Six élèves représentent le Congo à la compétition

L'assemblée générale de l'Union mathématique africaine (UMA) organise, du 26 juin au 4 juillet à Yamoussoukro, en Côte-d'Ivoire, la 33^e édition des Olympiades panafricaines de mathématiques pour congratuler les meilleurs élèves dans cette discipline sur le continent. Six élèves congolais, sponsorisés par la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), représentent le pays à cette compétition scientifique.

Les Olympiades panafricaines de mathématiques sont une compétition scientifique continentale annuelle qui met aux prises les meilleurs élèves de la discipline du collège et du lycée. Pour cette 33^e édition, vingt-sept pays y participent. Le Congo y est représenté par six jeunes, parmi lesquels trois filles et trois garçons, présélectionnés dans leurs établissements d'origine sur la base du mérite.

Il s'agit de Dan Schadrac Bouekassa, élève en terminale C au lycée de Mpaka, à Pointe-Noire ; de Ultime Christina Kissangou, en première C au lycée de la Réconciliation, à Brazzaville ; de Isaac Régis Depaul Goma Litsingou, en terminale C au lycée d'excellence de Mbounda, à Dolisie ; d'Abel Yowann Ewani, en classe de terminale C au lycée d'excellence d'Oyo ; d'Alfred Sarah Emmanuelle Esséréké, en classe de terminale C au lycée Les dauphins, à Pointe-Noire ; et de Briciane Esther Iloki-Obosso



Les six élèves engagés dans la compétition posant avec leur encadreur/Adiac

Koumou, élève en terminale C au lycée d'excellence d'Oyo.

Au cours de cette compétition, ils défendront les couleurs du pays face aux centaines d'autres jeunes, à travers diverses épreuves de mathématiques. La délégation congolaise est sponsorisée par la SNPC qui a financé tout le processus allant de la détection des élèves jusqu'à leur départ pour Yamoussoukro. Comme elle le fait pour soutenir la formation des jeunes dans les métiers du pétrole, la SNPC a l'ambition de promouvoir l'excellence et les talents dans les sciences mathématiques. L'opérateur historique pétrolier congolais veut aussi encourager les jeunes à embrasser les carrières scientifiques. Pour cette compétition, son objectif est aussi et surtout de permettre aux ambassadeurs congolais de porter haut les couleurs du pays et d'affronter la compétition continentale avec optimisme afin d'arracher des succès.

Firmin Oyé

ATELIER 5 ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE

«MON PREMIER ÉCLAT»

Hamam – 1 heure
Soin visage flash éclat – 1 heure
Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE

«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing
Massage relaxant – 1 heure
Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total	99 000 FCFA
Pause Bien-Être	59 000 FCFA
Beauté du Quotidien	55 000 FCFA
Reine d'un Jour	95 000 FCFA
Harmonie Couple	100 000 FCFA
Corps Sublimé	60 000 FCFA
Épilation Complète	45 000 FCFA
Abonnement Mensuel	49 000 FCFA/mois

Hamam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent

Journée complète – économie de 36 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant (1h) · Soin visage flash éclat (1h) · Pose vernis normal

Demi-journée – économie de 21 000 FCFA

Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1h) · Épilation sourcils + lèvre

3 heures environ – économie de 20 000 FCFA

Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils

Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes

Forfait existant Atelier 5

Hamam (1h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)

Détox corps – économie de 20 000 FCFA

Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure

Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA

Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois

Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.

-Un bon de réduction de -20% est offert sur l'achat de produits à l'issue de tout forfait Découverte.

-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu'à 24h avant la séance.

-L'Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.

-Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1^{er} étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville

Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 · Email : 242atelier5@gmail.com

@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5

ANNONCE DE RECRUTEMENT

Une institution financière recherche les profils selon les détails ci après:

Lieu de travail : Brazzaville

- Juriste
Formation
- BAC+4 ou supérieur en droit privé, Droit des affaires de préférence;
- avoir une expérience d'au moins trois(03) ans dans le domaine bancaire ou un poste similaire dans un cabinet d'avocat, d'huissier ou de notaire;
- Compétences
- Avoir au moins cinq(5)ans d'expérience de travail en management de gestion d'équipe;
- Avoir le sens de la confidentialité et de l'éthique;
- Avoir des connaissances particulières en droit bancaire;
- Connaître la réglementation COBAC / Les Normes OHADA;
- Avoir des fortes compétences de coordination, d'organisation et de communication;
- Avoir un goût pour la recherche;
- Etre rigoureux et méthodique;
- Avoir le sens du détail et de la précision;
- Savoir anticiper et prendre des initiatives;
- Avoir le sens du compromis et de la justice;
- Savoir rédiger un dossier de défenses.

•Comptable expert CERBER

Formation :

- formation universitaire BAC+3 minimum en comptabilité et gestion Financière ou diplôme équivalent avec une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans une banque;
- Avoir une formation et une expérience sur le CERBER

Compétences

- Connaître la réglementation COBAC / Les Normes OHADA;
- La connaissance du logiciel « Amplitude » serait un atout;
- Avoir le sens de la confidentialité et de l'éthique;
- Etre rigoureux et méthodique;
- Avoir une bonne capacité de gestion du stress;
- Avoir un esprit de synthèse et d'analyse;
- Etre patient, courtois et avoir une écoute active;
- Etre soigneux et avoir des qualités rédactionnelles;
- Savoir parler l'Anglais et le Chinois serait un atout supplémentaire

NB: les candidatures sont à envoyer par voix électronique à l'adresse suivante: congoecrute@gmail.com. Le dernier délai de dépôt de candidature est fixé au 10 Juillet 2026 à 23h59.

•DEUX CHARGES DE CLIENTELE GRANDES ENTREPRISES

Lieu de travail : BRAZZAVILLE et POINTE-NOIRE

Compétences attendues

- Bonne connaissance des caractéristiques des services et des produits bancaires à destination des entreprises
- Bonne connaissance des techniques de financement et de l'analyse des risques financiers,
- Bonne connaissance du secteur économique congolais,
- Bonne connaissance de la réglementation bancaire, juridique, comptable et fiscale,
- Pratique indispensable de l'anglais pour la clientèle internationale,
- Bonne connaissance des techniques de négociation commerciale,
- Bonne connaissance des techniques de vente et de prospection.

Compétences comportementales - savoir-être

- Esprit d'adaptation,
- Faire preuve de capacités relationnelles et de communication,
- Savoir planifier et organiser sa charge de travail.

Compétences opérationnelles - savoir-faire

- Anticiper les besoins des clients et apporter une réponse adaptée aux attentes,
- Conduire et conclure un entretien commercial en face à face ou à distance,
- Conduire une démarche de prospection,
- Conduire une négociation commerciale,
- Détecter les risques financiers (fraude fiscale, blanchiment...),
- Rédiger des rapports d'activité,
- Savoir gérer les conflits avec les clients,
- Savoir gérer les situations d'urgence,
- Savoir tisser et entretenir un réseau de relations,
- Maîtriser les outils digitaux et les outils collaboratifs

Prérequis :

- Être au minimum titulaire d'un BAC + 3 en économie, gestion, finance ou droit,
- Avoir une expérience bancaire d'au moins 5 ans

COMMUNIQUÉ

1xBet lance « Africa Football Stories » en République du Congo à l'occasion du Championnat du monde

1xBet Congo-Brazzaville lance Africa Football Stories, une campagne spéciale consacrée à la culture du football africain pendant la Globe Cup 26. Ce projet met à l'honneur les histoires authentiques des supporters et les souvenirs qui montrent comment le football s'inscrit dans leur vie.

La campagne a débuté le 26 juin et se poursuit jusqu'au 5 juillet. Pendant cette période, les fans de football au Congo sont invités à raconter, sur les pages Facebook et Instagram de 1xBet, comment leur passion pour ce sport est née. Les auteurs des récits les plus marquants et les plus émouvants seront récompensés par 1xBet.

Tidiane Mario parle de football et d'histoires de supporters

La campagne Africa Football Stories de 1xBet a été conçue pour mettre ces souvenirs en lumière et montrer comment le football rassemble les générations. Dans le cadre du projet, Tidiane Mario a répondu à plusieurs questions sur ce que ce sport représente pour lui, les expériences qui ont nourri son amour du jeu et l'importance des histoires racontées par les supporters.

« Le football représente pour moi la passion, le partage et surtout un formidable facteur de rassemblement. »

« Oui, les matches de mon enfance avec mes amis restent des souvenirs inoubliables, c'était pour nous des moments uniques qu'on pouvait se sentir libre et jouer jusqu'à pas d'heure grâce à l'émo-

tion et à la convivialité. »

« Les performances des Diables rouges et de grands clubs africains ont nourri très tôt ma passion pour ce sport. »

« Parce qu'il unit les générations, les quartiers et les communautés autour d'une même passion et c'est l'un des rares facteurs qui réunit autant de personnes au Congo. »

Pour Tidiane Mario, une belle histoire de football est avant tout sincère, née des émotions vécues avec son équipe de cœur. « Une histoire sincère suite aux émotions ressenties lors des rencontres de ton équipe de cœur. »

Il soutient également l'idée de placer les supporters au centre de la campagne. « J'aime le fait que cette initiative mette les supporters à l'honneur. Je les encourage à partager leur histoire avec authenticité et passion. »

À propos de l'avenir du football local, il a ajouté : « Je souhaite voir le football congolais se développer davantage, avec plus d'investissements, de talents révélés et de succès sur la scène internationale. »

Comment participer ?

Pour participer, il suffit de retrouver la publication du concours Africa Football Stories sur les pages Facebook et Instagram de 1xBet, puis de raconter votre histoire de football dans les commentaires.

Les participants doivent :

partager une histoire personnelle liée au football ou leur meilleur souvenir footballistique sur Facebook ou Instagram ; identifier un ami ; indiquer le pays qu'ils soutiennent pendant la Globe Cup 26 ou le nom de leur équipe de football préférée.

L'histoire peut évoquer des matches disputés entre amis, des rencontres regardées en famille, la découverte d'une équipe préférée, le soutien aux Diables rouges ou tout autre moment qui a fait du football une partie importante de leur vie.

Les auteurs des meilleures histoires seront récompensés par 1xBet. Parmi les prix figurent un vidéoprojecteur et des batteries externes, pensés pour les supporters qui souhaitent profiter des matches dans de meilleures conditions. D'autres gagnants recevront des kits pour les jours de match : des

paniers spécialement préparés pour regarder les rencontres et partager l'ambiance du tournoi entre amis.

1xBet invite les supporters à raconter leur histoire

La campagne Africa Football Stories de 1xBet a débuté le 26 juin. Les passionnés de football au Congo peuvent participer au concours en racontant leur histoire personnelle dans les commentaires sous les publications de la campagne sur Facebook et Instagram, en identifiant un ami et en précisant le pays qu'ils soutiennent pendant la Globe Cup 26 ou le nom de leur équipe préférée.

La campagne se poursuit jusqu'au 5 juillet.

Racontez votre histoire de football. Partagez le moment qui a fait naître votre passion.

Participez à Africa Football Stories avec 1xBet Congo-Brazzaville.

<https://instagram.com/1xbet.congo>
<https://www.facebook.com/1xbet.brazzaville>

EAU POTABLE

Six quartiers de Makoua dotés de nouveaux forages modernes

La communauté urbaine de Makoua, dans le département de la Cuvette, vient d'être dotée de nouveaux forages publics modernes. L'œuvre est du conseiller départemental de Makoua, Serge Itoua.

« L'acte que nous posons aujourd'hui est le départ d'une dynamique qui va se consolider », a indiqué Serge Itoua. Ces mots traduisent la volonté humanitaire du conseiller départemental qui se soucie de la difficulté que connaît la population de la communauté urbaine de Makoua de s'approvisionner en eau potable.

Pour ce faire, il a profité de l'occasion pour réhabiliter des forages existant bien avant. C'est le cas de ceux des quartiers Bonga, Mossa Ketta, de l'Eglise catholique, du Centre culturel de Makoua, etc.

Un geste qui a été salué par les bénéficiaires qui ont vu leurs souffrances apaisées pour s'approvisionner en eau potable. « Je dis merci au conseiller Serge Itoua, parce que le geste qu'il vient de poser me soulage, y compris la population qui était très souffrante par manque d'eau », a déclaré un



chef de quartier de Makoua.

De son côté, une femme du quartier Bonga s'est réjouie en déclarant : « Dans le quartier Bonga, il y a plusieurs années, on n'avait plus d'eau potable. Et

voilà qu'aujourd'hui, le conseiller Serge Itoua a pensé à nous pour remettre l'eau potable. Que Dieu le bénisse ! »

Afin d'éviter tout sabotage des ouvrages construits, le maire de la communauté urbaine de Makoua,

Serge Itoua devant un forage d'eau à Makoua. Jean Emile Ongayolo, a rappelé aux chefs de quartiers le devoir d'assurer le bon entretien de ces forages tout en leur demandant de

prendre les mesures sécuritaires. Par ailleurs, en cette période de la Coupe du monde de football, le conseiller départemental Serge Itoua a installé des écrans géants à Makoua-centre et dans certains villages. Il s'agit du village Abela situé sur l'axe Makoua-Itoumbi (département de la Cuvette-Ouest) et du village Eperé situé à 40 km de Makoua sur la nationale n°2, en allant vers le district de Mokeko dans le département de la Sangha.

Tous ces gestes de Serge Itoua témoignent de la confiance dont il a bénéficié de la population qui l'a élu conseiller départemental de la Cuvette, dans le district de Makoua, sous le label du Parti congolais du travail.

Stanislas Okassou

ROTARY INTERNATIONAL

Le Nigérian Olayinka Hakeem Babalola prend la tête de l'organisation

Membre du Rotary Club de Trans Amadi, au Nigeria, Olayinka Hakeem Babalola a officiellement pris ses fonctions le 1er juillet, à la présidence du Rotary International. Il devient ainsi le deuxième Africain à accéder à la tête de cette organisation de bénévoles.

Durant son mandat d'un an, le Nigérian entend faire de la construction de la paix, du développement des communautés et de l'éradication de la poliomyélite les principales priorités de Rotary. À la tête d'un réseau de plus de 1,2 million de membres répartis dans quelque 45 000 clubs à travers le monde, le nouveau président compte orienter ses actions vers le renforcement des initiatives locales et la recherche de solutions durables aux défis auxquels font face les communautés.

Pour Olayinka Hakeem Babalola, le Rotary demeure un formidable instrument de rapprochement entre les peuples dans un contexte international marqué par les tensions et les fractures sociales. « Le Rotary donne à ses membres l'opportunité d'avoir un impact local tout en s'épanouissant grâce à des relations tangibles, à la collaboration et à une plus grande sensibilité aux perspectives diverses. À une époque où de nombreuses sociétés sont confrontées à des divisions et à l'incertitude, je suis convaincu que le Rotary a un rôle important à jouer pour favoriser la compréhension, promouvoir la paix et offrir aux communautés les moyens de prospérer », a-t-il déclaré à l'occasion de sa prise de fonctions.

Parmi les grands chantiers qui l'attendent figure la poursuite de l'éradication mondiale de la poliomyélite, l'un des programmes emblématiques du Rotary Inter-



Le promu Olayinka Hakeem Babalola/DR

national. En collaboration avec les partenaires de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la polio, l'organisation est parvenue à réduire de 99,9 % les cas recensés dans le monde. Plus de trois milliards de dollars ont été investis, auxquels s'ajoutent des millions d'heures de bénévolat ayant permis de protéger plus de trois milliards d'enfants contre cette maladie invalidante. Olayinka Hakeem Babalola connaît parfaitement ce combat. Il a siégé à la commission « En finir avec la polio : compte à rebours vers l'histoire » et a conseillé la commission nationale PolioPlus du Nigeria, contribuant ainsi aux efforts de vaccination et de sensibilisation.

En outre, le Rotary poursuit des actions dans plusieurs domaines prioritaires, notamment la prévention des maladies, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'éducation, la santé maternelle

et infantile, le développement économique local ainsi que la protection de l'environnement. Depuis plus d'un siècle, la Fondation Rotary, bras humanitaire de l'organisation, a consacré plus de 5,5 milliards de dollars au financement de projets à fort impact à travers le monde. Ingénieur de formation, Olayinka Hakeem Babalola possède également une solide expérience dans le secteur pétrolier et gazier. Durant plus de trente ans, il a occupé des fonctions de direction, notamment au sein de Shell PLC, avant de créer Riviera Technical Services Ltd., spécialisée dans les infrastructures pétrolières et gazières. Son engagement rotarien remonte à 1984, lorsqu'il rejoint le Rotaract, le mouvement destiné aux étudiants et jeunes professionnels. Dix ans plus tard, il intègre le Rotary Club de Trans Amadi où il gravit progressivement tous les échelons de l'organisation jusqu'à accéder aujourd'hui à sa plus haute fonction. Avec son épouse Preba, il soutient activement la Fondation Rotary à travers une dotation commémorative et figure parmi les membres du Cercle Arch Klumph, qui distingue les plus importants philanthropes de l'organisation. Il a été récompensé par plusieurs distinctions, précisément l'Africa Centennial Heroes Award, le prix « Servir d'abord », le prix régional pour un monde sans polio ainsi que la Citation pour services méritoires de la Fondation Rotary.

Fiacre Kombo

GABON-UNION EUROPÉENNE

Libreville reprend la main sur ses ressources halieutiques

En laissant expirer l'accord de pêche, le Gabon de Brice Oligui Nguema transforme un dossier sectoriel en test de souveraineté économique et de renégociation des partenariats avec l'Europe.

L'accord de partenariat de pêche durable entre le Gabon et l'Union européenne (UE) arrive à son terme sans être renouvelé. Derrière cette échéance juridique se dessine une évolution beaucoup plus profonde : la volonté de Libreville de redéfinir les conditions d'exploitation de ses ressources naturelles dans une logique de souveraineté économique. Un an après avoir annoncé la dénonciation unilatérale de l'accord, le président Brice Clotaire Oligui Nguema obtient un premier résultat politique : Bruxelles reconnaît la nécessité d'ouvrir un nouveau cycle de négociations. L'UE affirme se tenir prête à conclure un « accord de nouvelle génération », plus équilibré et mutuellement bénéfique. Pour les autorités gabonaises, les accords conclus en 2007 ne correspondent plus aux ambitions économiques du pays. Estimé à près de 17 milliards FCFA sur cinq ans, le protocole autorisait les navires européens, principalement espagnols et français, à exploiter les eaux gabonaises en contrepartie d'une compensation financière et d'un appui au secteur halieutique. Mais selon Libreville, cette rémunération reste très inférieure à la valeur réelle des captures.

Le gouvernement estime également que l'accord n'a ni favorisé la transformation locale des produits de la mer ni créé suffisamment d'emplois, ni renforcé durablement les capacités nationales de surveillance et de recherche scientifique. Au-delà de la pêche, cette décision traduit une évolution de la doctrine économique du Gabon. Le pays cherche désormais à mieux valoriser ses ressources naturelles en développant des chaînes de valeur locales plutôt qu'en exportant uniquement des matières premières. Cette orientation s'inscrit dans la stratégie de diversification économique engagée depuis la transition politique. Sur le plan géopolitique, le dossier dépasse largement les relations entre Libreville et Bruxelles. Depuis plusieurs années, de nombreux États africains remettent en question les anciens accords d'exploitation des ressources naturelles, qu'il s'agisse des mines, des hydrocarbures, du bois ou de la pêche. La logique consiste désormais à négocier des partenariats intégrant davantage de transfert de technologies, de création d'emplois, de transformation industrielle et de partage de la valeur. Pour l'UE, le Gabon demeure un partenaire stratégique dans le golfe de Guinée, une région essentielle tant pour la sécurité maritime que pour l'approvisionnement en ressources naturelles.

Bruxelles devra donc concilier son intérêt pour l'accès aux ressources halieutiques avec les nouvelles exigences africaines en matière de souveraineté économique. Le rapport de force reste toutefois équilibré. Le Gabon a besoin d'investissements, de financements et d'expertise technique pour développer sa filière halieutique, tandis que l'UE cherche à sécuriser des approvisionnements issus d'une pêche durable, conforme à ses engagements environnementaux. L'expiration du protocole ne marque donc pas une rupture, mais l'ouverture d'une nouvelle séquence diplomatique. Le véritable enjeu sera de savoir si les futures négociations permettront de construire un partenariat fondé sur une meilleure répartition de la valeur ajoutée, un renforcement des capacités nationales et une gestion durable des ressources marines. Au-delà de la pêche, c'est la redéfinition des relations économiques entre l'Afrique et l'Europe qui se joue progressivement : moins fondée sur l'accès aux ressources, davantage sur la co-construction de chaînes de valeur et la recherche d'un équilibre entre souveraineté nationale et coopération internationale.

Noël Ndong



PROGRAMME TRESOR
UNITE DE GESTION DU PROJET



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI n°005/MEPPSA/TRESOR-UGP/26

Recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA

1. Contexte et justification :

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant: «Recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA ».

2. Objectifs de la mission :

L'objectif de la mission est d'appuyer le MEPPSA dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines, incluant le recrutement, le (re) déploiement, la rétention et la gestion décentralisée des carrières, assortie d'un Plan d'action opérationnel et budgétisé afin d'améliorer la qualité du service dans les établissements scolaires publics.

Plus spécifiquement il s'agira d'accompagner l'équipe technique du MEPPSA pour:

- Réaliser un diagnostic approfondi du système actuel de gestion des ressources humaines, y compris l'analyse de la répartition des enseignants par établissement;
- Identifier les contraintes et opportunités liées au recrutement, au déploiement et à la gestion des carrières enseignants;
- Proposer des orientations stratégiques et opérationnelles en matière de recrutement, d'affectation et de gestion des carrières des enseignants;
- Elaborer un plan de recrutement et de (re)

déploiement

- Elaborer un plan d'action budgétisé aligné sur les priorités du programme et les besoins identifiés;
- Définir un dispositif de suivi-évaluation de la stratégie permettant de suivre la répartition des enseignants et la couverture des écoles en enseignants qualifiés.

3. Profil du consultant :

Le Consultant devra présenter le profil suivant :

- ./ Être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (BAC +5) en éducation, Economie, Ressources humaines, Planification, Statistique ou autres domaines connexe;

Expérience Professionnelle

- ./ Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le domaine de l'éducation, du développement, planification, statistique;
- ./ Disposer d'une expérience avérée du système éducatif congolais, particulièrement dans la gestion des ressources humaines l'enseignement primaire, une expérience sur le terrain est fortement recommandée
- ./ Avoir réalisé au moins une mission similaire dans un pays d'Afrique centrale.

Compétences techniques

- ./ Avoir une maîtrise des systèmes public de gestion du personnel;
- ./ Avoir une connaissance approfondie des stratégies et politiques éducatives;
- ./ Avoir une maîtrise parfaite du Français et de qualité d'expressions orale et écrite, la connaissance de la langue anglaise constitue un atout;

./ Disposer des capacités de rédaction et d'analyse des documents de projet, stratégie, plan d'actions

- ./ Avoir une parfaite maîtrise des logiciels de bureautique essentiels, en particulier des logiciels de traitement de textes et traitement statistique (Microsoft Word, Excel, PowerPoint, internet et traitement électronique)

Qualités personnelles et interpersonnelles

- ./ Capacité à travailler en équipe, à transférer son expertise et à coordonner avec divers partenaires et parties prenantes;
- ./ Aptitude à travailler dans un environnement dynamique et sous pression tout en respectant les échéances

4. Durée de la mission :

La durée de la mission est fixée à deux (2) mois, soit un maximum de soixante (60) jours calendaires.

5. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera par comparaison des CVs conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale Edition de septembre 2025.

L'Unité de Gestion du Programme TRESOR invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant un CV détaillé à jour sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdt), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et une ou des attestations

de travail.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures

à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UGP-TRESOR, A l'attention du Coordonnateur du Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats, sis Rue Isaac LOCKO, à côté de l'ambassade des Etats Unis, République du Congo, Téléphone: (+242) 06 903 06 94 1 06 951 36 62 / 06 684 74 27. Adresse électronique : ugptresorcpm@gmail.com.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 14 Juillet 2026 à 16h00 et porter clairement la mention «Recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA

Le Coordonnateur,



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI N°0061MEPPSAITRESOR-UGP/26

Recrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation

1. Contexte et justification :

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Recrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation ».

2. Objectifs de la mission :

L'objectif de la mission est de faire équipe avec le consultant senior en vue de fournir un appui technique au MEPPSA pour l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines pour le MEPPSA, en contribuant à la revue des cadres réglementaires et stratégiques nationaux, à l'analyse des données et à l'intégration des réalités institutionnelles.

Plus spécifiquement il s'agira de faire une revue des cadres réglementaires et stratégiques nationaux sur la gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation, collecter et analyser les données sur les ressources humaines en éducation, en assurant leur fiabilité et leur cohérence, contribuer au diagnostic du système de gestion des ressources humaines, faciliter les consultations avec les parties prenantes nationales et assurer la prise en compte des réalités locales et institutionnelles dans l'élaboration des analyses et recommandations.

3. Tâches Principales

Le Consultant sera chargé de :

- Collecter les données quantitatives et qualita-

tives auprès des structures nationales et des établissements co 11 cemés;

- Vérifier la fiabilité des informations;
- Assurer la liaison entre le consultant international et les institutions nationales;
- Faciliter les échanges avec les parties prenantes au cours des ateliers techniques et de validation;
- Contribuer à la rédaction des rapports avec le consultant international;
- Apporter les inputs contextuels nécessaires à l'analyse des données et à la formulation des recommandations;
- Contribuer aux analyses et à la rédaction;
- Relire et valider les documents produits;

4. Profil du consultant :

Le Consultant devra présenter le profil suivant :

- ./ Être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (BAC +4/5) en éducation, planification, économie, statistiques, droit, sociologie; ou autres domaines connexes.

Expérience Professionnelle

- ./ Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la gestion des ressources humaines du secteur éducatif.
- ./ Avoir une bonne connaissance du fonctionnement de la fonction publique de la République du Congo;
- ./ Disposer d'une expérience en collecte et en analyse des données;
- ./ Avoir de bonnes capacités de coordination et de communication.

Compétences techniques

- ./ Avoir une connaissance approfondie des stratégies et politiques de gestion des ressources humaines du secteur éducatif;

./ Avoir une maîtrise parfaite du Français et de qualité d'expressions orale et écrite, la connaissance des langues nationales (lingala, Kituba) et de l'anglais constituent un atout:

- ./ Disposer des capacités de rédaction et d'analyse des documents du projet;
- ./ Avoir une parfaite maîtrise des outils bureautiques essentiels, en particulier des logiciels de traitement de textes et d'analyse de données (Microsoft Word, Excel, PowerPoint, internet et traitement électronique)

Qualités personnelles et interpersonnelles

- ./ Capacité à travailler en équipe, à transférer son expertise et à coordonner avec divers partenaires et parties prenantes;
- ./ Aptitude à travailler dans un environnement dynamique et sous pression tout en respectant les échéances;
- ./ Avoir une bonne capacité d'organisation, de gestion des priorités et de respect des délais.

5. Durée de la mission :

La durée de la mission est fixée à soixante (60) jours.

6. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera par comparaison des CVs conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale Edition de septembre 2025.

L'Unité de Gestion du Programme TRESOR invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant un CV détaillé à jour

sur support papier et/ou par voie électronique (Word ou pdf), une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et une ou des attestations de travail.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures

à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UGP-TRESOR, A l'attention du Coordonnateur du Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats, sis Rue Isaac LOCKO, à côté de l'ambassade des Etats Unis, République du Congo, Téléphone: (+242) 06 903 06 94 106 951 36 62 / 06 684 74 27. Adresse électronique : ugptresorcpm@gmail.com.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 14 juillet 2026 à 16h00 et porter la mention «REcrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation»

Le Coordonnateur,



TOURNOI DE GALA DE HANDBALL

Grain de sel confirme sa bonne forme

Grain de sel a battu la formation seniors dames de la Direction générale de la sécurité présidentielle 21-19.

Le terrain d'Avenir du rail a accueilli les rencontres de hautes factures comptant pour la 10e journée du Tournoi de gala organisé par la dynamique le « Réveil du handball congolais ».

Malgré les interdictions d'utiliser les infrastructures sportives de l'Etat, la dynamique ne faiblit pas dans sa mission qui consiste à corriger une anomalie due au manque de compétitions préjudiciable aux clubs. Le but du tournoi répond non seulement à ce besoin mais vise aussi à maintenir la cohésion des clubs et, surtout, à permettre aux staffs techniques de jauger sans cesse le niveau des athlètes.

A Brazzaville, chez les seniors messieurs, la Tsongolaise s'est

imposée face à Académie 35-23 et l'Interclub a dominé Asoc 28-24, pendant que BMC a pris le dessus sur CFJSO 27-21. Chez les dames, outre la victoire de Grain de sel qui a réédité la même performance du 24 mai contre la DGSP, 18-12, dans le cadre de la sixième journée du tournoi, Renaissance a largement pris le meilleur sur Interclub 33-19.

A Pointe-Noire, pendant ce temps, se clôturait la septième journée. En seniors messieurs, Pèlerin a pris le meilleur sur l'Interclub 24-23. Nahsport s'est imposé devant l'AS Cheminots 38-29 et Munisport a dominé Patronage 32-24.

Chez les dames, Tié-Tié sport a écrasé Pèlerin 38-09 et l'AS Che-



Grain de sel s'impose face à la DGSP/DR

minots a eu raison de Banko 21-19.

A Madingou, la deuxième journée des rencontres amicales a vu Pro sport de la localité s'imposer face

à Sainte barbe de Mindouli (43-33). Les équipes participantes à ces tournois peaufinent les automatismes dans la perspective de la grande compétition nationale

inscrite dans l'agenda de la dynamique. Ces tournois mettent les athlètes en confiance et suscitent l'espoir d'un renouveau.

James Golden Eloué

MONDIAL 2026

Côte d'Ivoire, RDC et Sénégal, la douche froide

Après l'Afrique du Sud dimanche, trois représentants africains sont tombés, mardi et mercredi, malgré des scénarios favorables.

Mardi soir, face à la Norvège d'Erling Haaland, la Côte d'Ivoire a globalement dominé les débats grâce à l'animation offensive de ses joueurs de couloirs. Ce sont pourtant les Vikings qui vont ouvrir le score suite à un exploit individuel de Nusa (39e min).

Au retour des vestiaires, les Ivoiriens vont égaliser sur une action lumineuse d'Amad Diallo : percée, une-deux avec Pépé, crochet sur Berge et tir puissant du gauche dans le petit filet opposé. La défense, privée de Singo, blessé, va finalement passer au travers à la 86e minute. Une erreur collective dont profite Haaland pour son cinquième but de la compétition.

Cruel pour les Eléphants d'Emerse Faé, qui avaient su allier cohésion, rigueur défensive et allant offensif. Peut-être leur a-t-il manqué un peu d'expérience (25, 8 ans de moyenne d'âge, ce qui en fait la sélection la plus jeune du Mondial) et un avant-centre de haut-niveau, que ne sont pas encore Bonny et Wahi ?

Malgré l'élimination, les Léopards de 2026 effacent le souvenir douloureux de 1974

Mercredi, la République démocratique du Congo (RDC) a rêvé en grand et a fait trembler l'Angleterre pendant plus d'une heure. Regroupés dans un 4-5-1 appliqué, les hommes de Sébastien Desabre ont pris le match par le bon bout et ont su rapidement ouvrir le score sur leur première



Ismaila Sarr soutage son co-équipier Lamine Camara, auteur d'une entrée manquée lors de la défaite face à la Belgique. Fifa

occasion franche : centre lointain de Mbemba pour Cipenga, dont la frappe chirurgicale ne laisse aucune chance à Pickford (7e min). Face au Three Lions, les Léopards peuvent également compter sur un très solide Lionel Mapsi (17e, 30e, 45e+2 et 45e+6 minutes).

Très en vue depuis le début du Mondial, Yoan Wissa manque le but du KO à la 42e minute, lorsqu'il trouve le poteau droit à la réception d'un bon centre de Wan-Bissaka.

En seconde période, Mpsi s'interpose encore devant Bellingham (53e min), mais il ne peut rien sur la tête de l'incoustrable Harry Kane, qui plante

ainsi son 4e but du Mondial (1-1, 75e min). L'attaquant star des Three Lions va finalement avoir la peau des Léopards d'une frappe époustouflante sous la barre (1-2, 86e min).

La RDC a laissé sa chance passer, mais rentre à Kinshasa avec la satisfaction du devoir accompli. En se hissant au deuxième tour de ce Mondial 2026, les Léopards ont effacé le souvenir pesant de leur première participation.

Un bilan mitigé et beaucoup de regrets pour le finaliste de la CAN 2025

En revanche, l'élimination du Sénégal n'a pas fini de faire couler de

l'encre et d'alimenter les débats. Car après une phase de groupes mitigée (8 buts marqués, mais seulement une victoire contre l'Irak), les Lions du Sénégal ont dominé de la tête et des épaules les Diables rouges de Belgique lors de ce 16e de finale.

Si Trossard prend le premier tir du match (9e min), c'est Ismaila Sarr, profitant d'une mauvaise intervention de Courtois, qui est proche d'ouvrir le score, mais sa reprise échoue sur le poteau (13e min).

Ce n'est que partie remise, car le Sénégal domine une Belgique atone et ouvre la marque à la 25e minute: centre de Mané pour la tête de Sarr, qui trouve encore le poteau, mais cette fois Habib Diarra suit bien et propulse le cuir au fond des filets. Amplement mérité pour des Lions qui conservent la maîtrise du match et enfoncent le clou grâce à un bijou d'Ismaila Sarr : à la réception d'une longue ouverture de Niakhaté, l'ancien Marseillais enchaîne amorti poitrine et demi-volée du droit (2-0, 51e min).

Les changements, dont celui peu inspiré de Gueye par Camara, et le manque d'efficacité offensif, vont ensuite empêcher les finalistes de la Coupe d'Afrique des nations 2026 de tuer le match, alors que la Belgique était à leur merci.

Bien que décevante, cette dernière peut toutefois compter sur quelques individualités, dont Lu-

kaku, entré à la pause, qui va relancer les Diables rouges en coupant un centre de Meunier (2-1, 83e min).

Trois minutes plus tard, Tielemans profite d'une sortie complètement ratée de Diaw pour égaliser de la tête (2-2, 89e min). Le Sénégal est groggy, la Belgique revit et l'arbitre envoie les deux équipes en prolongations.

Mbaye, puis Sapoko Ndiaye pensent pouvoir ranimer leur équipe (108e et 111e min), mais Lukebakio rappelle à tout le stade que les dieux du foot sont encore indécis, puisque sa frappe touche le haut de la barre (117e min). Et ils finissent par jeter leur dévolu sur les Diables rouges, puisque l'arbitre accorde un penalty pour un tacle de Camara sur Tielemans au début de l'action.

Le milieu d'Aston Villa se fait justice lui-même et ajuste la lucarne de Mory Diaw (120e+5min).

Un cauchemar pour le Sénégal, éliminé aux portes des 8es de finale par une Belgique totalement abordable.

Reste désormais à savoir si toutes les conditions étaient réunies en coulisses pour que le Sénégal fasse mieux : arriérés de salaires du sélectionneur, cadres parfois défaillants, gestion des émotions hasardeuse... Le bilan risque d'être douloureux au retour à Dakar, comme en témoigne le message de Pape Gueye quelques heures après le match.

Camille Delourme



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

PROJET D'HARMONISATION ET D'AMELIORATION DES STATISTIQUES EN AFRIQUE
DE L'OUEST ET DU CENTRE (HISWACA)ISA

Prêt N° : IDA-75280

MANIFESTATION D'INTERETS

APPEL A COTATION : 054/SNC/DC/MEPSP/UGP-HISWACA/2026

POUR LE RECRUTEMENT D'UN GARAGE EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN ACCORD CADRE MULTI FOURNISSEURS POUR LA MAINTENANCE ENTRETIEN ET REPARATION DES VEHICULES DU PARC AUTOMOBILE DU PROJET HISWACA (29 VEHICULES)



1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA), et a l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements au titre de Commandes qui peuvent être attribuées en vertu d'Accord(s)-Cadre(s) (AC) pour la maintenance, l'entretien et la réparation des véhicules conclu à l'issue d'une Procédure Primaire de Passation de Marché. Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement, sauf pour les paiements pour lesquels le marché prévoit l'utilisation d'une lettre de crédit.

2. L'Agence d'Acquisition (l'unité de gestion du projet) conduit la Passation Primaire des Marchés en vue de conclure des Accords-Cadres. L'Agence d'Acquisition est la seule Agence d'Acquisition en vertu des Accord(s)-Cadre(s). L'Agence d'Acquisition sollicite des Offres sous plis scellés de la part de Soumissionnaires éligibles pour l'acquisition des fournitures de bureau.

3. Les Accords-Cadres à conclure seront : « à Utilisateur Unique : L'Utilisateur Unique autorisé à acheter en vertu des Accords-Cadres est l'unité de gestion du projet HISWACA.

4. Les Accords-Cadres à conclure seront à Fournisseurs Multiples.

5. La sélection d'un Fournisseur dans le cadre d'un AC pour l'attribution de Commandes sera effectuée par une procédure de Passation Secondaire des Marchés tel que défini dans l'Accord-Cadre (AC). Cependant, la conclusion de l'Accord-Cadre n'imposera pas d'obligation à l'Agence d'Acquisition, d'acquiescer les Fournitures ou service par Commandes. La conclusion de l'Accord-Cadre ne garantit pas qu'un Fournisseur qui a obtenu un AC sera attributaire de

Commandes(s).

6. L'appel à cotation sera conduit par mise en concurrence nationale tel que définie dans le « Règlement de la Banque mondiale applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement « Version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017, Août 2018, Novembre 2020, Septembre 2023 et septembre 2025 » et est ouvert à tous les Soumissionnaires éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

7. Les Accords-Cadres sont conclus pour une durée : d'un (01) an à compter de la durée indiquée dans l'Accord-Cadre. La durée initiale peut être prolongée d'un maximum de deux années supplémentaires.

8. La Procédure Primaire d'Acquisition établira un ou plusieurs Accords-Cadres Fermés.

9. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet HISWACA et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-après : Bureau 1204, Centre d'Affaires des Tours Jumelles de Mpila ; Tél : (+242) 06 157 01 01, E-mail : ugp@hiswaca-congo.org de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00 du lundi au vendredi.

10. Le Dossier de cotation en français peut être obtenu par demande à l'adresse électronique ci-dessous ou consulté sur place.

11. Le dossier de soumission devra comprendre trois (03) parties à savoir :

a) Une partie administrative contenant :

- Le numéro d'identification unique (NIU) ;
- L'extrait du registre de commerce ;
- La patente ;
- La lettre de cotation, datée et signée par le responsable de l'entreprise ou toute autre personne dûment mandatée à cet effet ;

b) Une partie technique contenant

- La localisation et l'accessibilité au site ;
- Une liste des principaux clients (projet, entreprise) ;
- Une liste du personnel clé ;
- Une liste des équipements essentiels.

c) Une partie financière contenant :

- Le bordereau descriptif et quantitatif dûment rempli, daté et signé du barème des prestations et des prix des pièces de rechange.

12. Les Offres devront être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le vendredi 17 juillet 2026 à 12h00 minute. La soumission des Offres par voie électronique « ne sera pas » autorisée. Toute Offre arrivée après l'expiration du délai limite de dépôt des offres sera rejetée. Les Offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et des personnes présentes, à l'adresse ci-dessous le : vendredi 17 juillet 2026 à 12h 30 minutes.

13. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :
Nom de l'Agence : Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA).

Adresse : Bureau 1204, Centre d'Affaires des Tours Jumelles de Mpila.

Numéro de téléphone : (+242) 06 157 01 01

Adresse électronique : ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville, le 30 juin 2026

Le Coordonnateur,

Patrick Valery ALAKOUA

NÉCROLOGIE



Mme Itoua née Charlem Léa Legnoki et Raissa Legnoki, agents Dépêches de Brazzaville, les familles Lobouaka, Legnoki et Ngambomi ont la profonde douleur d'informer, les parents, amis et connaissances, du décès de leur mère, tante, sœur et grand-mère, Albertine Lobouaka, survenu le 24 juin à l'hôpital de Talangai, des suites d'une maladie.

La veillée mortuaire se tient à la rue Bokossongo en face de l'hôpital de Talangai.

Le colonel de police à la retraite, Ange Débridat Ninald Milongo, Clément Badila (Maticlo), Antoine l'Abbé Badila, Brice Bilouboudi, la famille et les enfants ont la profonde douleur d'informer, les parents, amis et connaissances, du décès de leur grande-soeur, mere et tante, la veuve Biangue née Tsiababakana Hélène, survenu le 9 juin à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°55, rue Montaigne, à Bacongo. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



FESTIVAL LIMAY SUR SEINE

La quatrième édition célèbre les cultures congolaise, kabyle et antillaise

Dans le cadre de sa politique de diversité, la ville de Limay sur Seine, dans le département des Yvelines, en France, a organisé un festival de trois jours pour célébrer les cultures congolaise, kabyle et antillaise, du 26 au 28 juin. L'élu municipal de la ville hôte, Gaston Nitou-Samba, a eu l'honneur d'inviter les Congolais et amis du Congo à vivre cet instant estival culturel.



Djamel Nedjar, maire de Limay sur Seine, lors de la visite de l'un des stands du Congo/DR. Dès le 26 juin au soir, les quais de la Seine s'étaient animés avec, au programme, des activités culturelles diverses de la quatrième édition du festival Limay sur Seine, l'événement estival gratuit qui réunit chaque année habitants et visiteurs sur les quais Albert 1^{er} et aux Vins dans une ambiance guinguette et bal dansant. Ces festivités se sont poursuivies les deux jours suivants par un voyage musical ancré dans la diversité des Yvelines. Les participants, entre la visite gratuite de stands, la dégustation de boissons et de mets venus d'ailleurs, ont eu également droit aux balades en bateau sur la Seine.

Au son de la Fanfare kimbanguiste, les visiteurs ont découvert les stands animés par les associations N'Dzouana, présidée par le Dr Alain Onkani ; TuSeo, de Lauriathe Céphyse Bikouta ; Sodios, organisation non gouvernementale fondée par Bernadette Bephan-gayahou, et pour échanger avec Gasperjea Massoukou, de l'association l'Univers des dons, lors de la présentation de sa structure. L'auteur Dimitri M'Foumou-Titi était également venu présenter son ouvrage "Julienne et le secret de l'entrepreneuriat".

En marge de ces festivités, Djamel Nedjar, maire de Limay sur Seine, a justifié la présence du Congo du fait que sa ville, dans sa politique du vivre-ensemble, a pris le parti d'accorder une place importante à la diversité. Une occasion, de surcroît, de rappeler que la France et le Congo ont un pan de l'Histoire en commun, se souvenant qu'en son temps, ayant eu la fierté de pouvoir abriter à Brazzaville, la Capitale de la France libre.

Marie Alfred Ngoma

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Mandangui-Tséké Rochelvie Carmella. Je désire être appelée désormais Viodo-Mavoungou Rochelvie Fredina Babou. Un délai de trois mois est accordé à tous ceux qui sont contre cette initiative pour faire opposition.

EN MEMOIRE
D'ARTHUR OPOUMBA

Aujourd'hui, en ce 6^e anniversaire (26/06/2020-26/06/2026) du rappel à Dieu d'Arthur Opoumba nos pensées se tourment vers lui. Même si le temps passe, son souvenir reste vivant dans nos cœurs.

Que cette journée soit l'occasion de se rappeler les beaux moments partagés et de trouver un peu de paix dans ces souvenirs.

Que sa famille et ses amis se souviennent de lui et implorent la grâce de Dieu pour le repos de son âme et qu'à cette date de triste anniversaire, ils prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Ta vie fut un exemple de simplicité, de tendresse et de générosité.

La famille Opoumba



FOOTBALL

Malonga et Mounguengue disent adieu au PSG

Pierre Mounguengue et Hermann Malonga Diandaga quittent leur club formateur pour rejoindre le Dynamo Kiev et Manchester City.

Le transfert le plus commenté est celui de Pierre Mounguengue qui quitte son club formateur, le PSG, pour rejoindre le Dynamo Kiev, actuel troisième du championnat ukrainien. Auteur d'une saison formidable avec les équipes de jeunes du PSG, l'attaquant de 18 ans a refusé une proposition de contrat pour rejoindre le club ukrainien, qui disputera dans quelques jours le premier tour éliminatoire de la Ligue Europa.

Le natif d'Evry, qui évolue chez les U19 du PSG, a compilé 26 buts en 44 matches : 14 réalisations et 4 passes décisives en championnat national U19, 5 buts et 6 passes en Youth League, 7 buts et 2 passes en Gambardella. En fin de saison, il avait même fait une courte, et mitigée, apparition en Ligue 1.

Au club depuis 2021, Mounguengue s'est engagé pour trois ans en faveur du Dynamo.

Autre départ du centre de formation du PSG avec Hermann Malonga, qui devrait rejoindre Manchester City et s'engager jusqu'en 2031. Le défenseur central de 18 ans était arrivé au centre de formation du PSG en 2021, comme Mounguengue. Auteur de 31 matches, dont 7 en Youth League, le natif d'Etampes a également décliné l'offre de contrat professionnel proposé par le double champion d'Europe et va poursuivre sa progression chez les U23 des Citizens.

Dans le Nord-Est de l'Angleterre, où son arrivée devrait être officialisée prochainement, Malonga devrait faire la connaissance des frères Samba, Floyd et Tyrone, fils de l'ancien Diable rouge Christopher.

Ayessa au Paris 13, Baudry et Ipiélé sans contrat, premier contrat pro pour plusieurs jeunes franco-congolais. Retrouvez l'actualité des transferts des joueurs de la diaspora congolaise en France.

Sans club depuis le dépôt de bilan de l'AC Ajaccio à l'été 2025, Jesah Ayessa a retrouvé un club : le défenseur central de 26 ans s'est engagé en faveur du Paris Atletico 13, pensionnaire de Ligue 3 (Ex National 1). Un retour aux sources pour le natif de Paris, formé au FC Sochaux puis révélé au Puy-en-Velay. Recruté par l'AC Ajaccio en juillet 2024, le droitier avait réalisé une prestation solide en Ligue 2 (25 matches). Après le dépôt de bilan du club corse, le Franco-Congolais avait tenté de se relancer en Ouzbékistan, mais l'expérience au Dinamo Samarquand a tourné court (Aucun match joué).

Du côté des départs, Alain Ipiélé quitte le FC Valenciennes avec lequel il était lié jusqu'en juin 2027. Arrivé l'été dernier, l'international de 28 ans ne s'est pas imposé dans le club nordiste (3 buts, 2 passes décisives en 28 matches de National 1). Rappelons que le club où évolue également Bryan Passi a raté sa saison 2025-2026 : candidat à la montée, le FC VA s'est classé 10e avec seulement dix victoires. On ne connaît



Pierre Mounguengue va poursuivre sa carrière en Ukraine/DR

pas encore le point de chute de l'ailier polyvalent.

A 36 ans, Marvin Baudry souhaite continuer sa carrière. Ce ne sera en revanche pas du côté de l'US Orléans qui a confirmé le départ de l'ancien international congolais. Arrivé à l'USO en juillet 2024, le quart de finaliste de la Coupe d'Afrique des nations 2015 a fait valoir son expérience lors de sa première saison (26 matches de National 1) avant de perdre sa place dans le groupe lors de l'exercice suivant (5 matches de championnat). Né à Reims, Baudry s'était révélé à Amiens avant de faire l'essentiel de sa carrière en Belgique (2015-2020). Après un passage concluant à Laval (93 matches entre 2021 et 2024), il avait donc rejoint l'USO.

En National 2, Pierre-Ange Omombé s'est engagé en faveur de l'ES Thaon. L'ailier gauche de 31 ans arrive du SRD Saint-Dié, club de Régional 1.

A Clermont, l'avant-centre franco-congolais, Jean William Nyindong Tsamouna, a signé son premier contrat professionnel. Agé de 19 ans, l'avant-centre de 1m 80 s'est engagé jusqu'en juin 2029. Au club depuis 2024, il a marqué, lors de la saison 2025-2026, 20 buts en 24 matches avec l'équipe U19 et 6 buts en R1 senior.

Sélectionné au tournoi de Toulon en 2025, il avait marqué le but des U20 du Congo face au Mexique.

Du côté de Troyes, deux éléments du centre de formation passent pro : l'ailier gauche Anthony N'Gueouya (18 ans), et l'avant-centre Christ Batola (17 ans), désormais liés à l'Estac jusqu'en juin 2029.

N'Gueouya a compilé 9 buts en U19, 1 en Gambardella et 1 but en une apparition avec la réserve troyenne, en N2.

Batola qui joue en équipe de France U17 a inscrit 8 buts en 13 matches de National 2.

Formé à Cergy puis au Racing CFF, Constant Mabila rejoint le FC Sochaux. L'ailier gauche de 18 ans

évoluait avec les U19 du club basé à Colombes et a marqué 4 buts en 16 matches.

Dans le Doubs, il devrait débiter avec l'équipe U19 avant de tenter de gagner sa place avec la réserve en National 2.

Transferts

Beni Souza en Liga Sagres, Charpentier quitte la Roumanie, Bidounga prolonge à Sofia

Prêté cette saison à l'Academica Coimbra, Beni Loussakou Souza va poursuivre sa carrière à l'Estrela Amadora, pensionnaire de première division portugaise.

Le grand (1m91) ailier gauche, recruté par la réserve du Benfica l'été dernier, a bouclé une saison prometteuse (7 buts et 3 passes décisives en 29 matches de 3e division).

L'ancien Havrais, âgé de 22 ans, va désormais découvrir l'élite portugaise, au sein de laquelle l'Estrela s'est maintenue de justesse (15e et premier non reléguable).

« Benito », passé par le futsal, a signé un contrat de trois ans.

Du côté de la Pologne, Gabriel Charpentier quitte Cracovie. L'avant-centre congolais, qui a posé ses valises dans la capitale polonaise en septembre 2025, a encore connu une saison perturbée par les blessures. Et il n'a finalement participé qu'à sept matches de championnat pour 151 minutes de jeu, deux buts et une passe.

En Roumanie, notons la prolongation de contrat de Ryan Bidounga, qui est désormais lié jusqu'en juin 2028 avec le Lokomotiv Sofia.

Ryan Bidounga prolonge son aventure au Lokomotiv Sofia. Le défenseur international congolais, âgé de 29 ans, est arrivé au club en décembre 2024. Il s'était alors engagé pour dix-huit mois.

Quarante-quatre matches et cinq buts plus tard, le Diable rouge (Dix sélections) rajoute deux ans à son bail avec le Loko.

Camille Delourme

SÉNAT

Pierre Ngolo s'entretient avec une délégation de la DDHU

Après avoir installé l'antenne nationale présidée par Brice Voltaire Etou Obami, la délégation de la Déclaration universelle des droits de l'humanité (DDHU) comprenant, entre autres, son secrétaire général, Christophe Giovannetti ; l'ancienne secrétaire générale du Sommet France-Afrique, Stéphanie Rivoal; ainsi que l'ambassadrice de l'Unesco, Clara Kessous, a été reçue en audience, le 30 juin à Brazzaville, par le président du Sénat, Pierre Ngolo.

La délégation est allée présenter l'organisation qui s'implante pour la première fois dans un pays africain au président du Sénat. « La DDHU est le prolongement de la Déclaration universelle des droits de l'homme pour inclure l'environnement, la justice, la protection du vivant, les droits des enfants et des femmes. Le président du Sénat a salué l'ouverture de l'antenne à Brazzaville avec une ambition de rayonnement régional au niveau de toute l'Afrique », a expliqué l'ancienne ambassadrice de France au Soudan, Stéphanie Rivoal. En effet, les échanges ont tourné autour de la santé, des droits des femmes, de l'exclusion. A leur terme, le secrétaire général de la DDHU a salué les contributions du président de la chambre haute du Parlement congolais car son institution joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre des projets dans le pays. « Nous faisons une intime confiance à nos ambassadeurs congolais pour qu'ils soient porteurs de cette déclaration sur tout le continent », a souhaité Christophe Giovannetti. Ambassadrice de l'Unesco pour la paix, Clara Kessous, de son côté, a annoncé l'organisation

des ateliers de formation touchant non seulement la question du vivant, mais également celle de l'égalité. Selon elle, ces ateliers seront liés à certaines méthodologies comme la thérapie pour aider les victimes de violences à faire la catharsis de ce qu'elles ont vécu. « Je mène un grand travail de terrain sur la question de l'égalité et des droits des femmes, en particulier vis-à-vis des femmes victimes de violences. L'idée, c'est de pouvoir se dire qu'au sein même de la DDHU, il y a aussi un pôle sur la question des droits des femmes. Là aussi, le Congo est exemplaire en matière de droits des femmes avec la loi Mouebarara qui a été adoptée en 2022 et promulguée par le président de la République », a-t-elle indiqué.

Conduisant la délégation, le président de l'antenne nationale de la DDHU, Brice Voltaire Etou Obami, a dit que le choix du Congo se justifie, entre autres, par sa situation géographique (Deuxième bassin du monde avec le fleuve Congo) et son rôle capital dans le cadre de la protection de l'environnement. « Nous attendons que les autorités travaillent dans une grande synergie avec



Poignée de main entre Pierre Ngolo et Christophe Giovannetti/DR

l'antenne afin d'assurer aux générations futures la protection de l'environnement, le social et autres. Nous avons besoin d'avoir un accompagnement des autorités et nous sommes en train de nous battre, comme vous le savez, notre président de la République est un des pionniers de la protection de l'environnement, c'est le grand bâtisseur des projets agropasto-

raux. Il y a lieu quand même qu'au niveau de la DDHU qu'il soit décoré, reconnu aussi comme un des grands ambassadeurs », a souligné Brice Voltaire Etou Obami, également président de l'Ordre des experts comptables du Congo. Il a annoncé, par ailleurs, l'élaboration d'une feuille de route pour atteindre les objectifs assignés à l'antenne nationale de la DDHU qui est en quelque

sorte une passerelle en Afrique. « Derrière la DDHU, c'est aussi une passerelle des différents bailleurs de fonds, qui ont parfois des subventions disponibles pour soutenir certains projets, soutenir le bien-être, le social, l'agriculture, la formation, l'éducation et bien d'autres », a laissé entendre l'ambassadeur de la DDHU, président de l'antenne du Congo.

Parfait Wilfried Douniama

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE LA FRANCOPHONIE

Constant Serge Bounda participe à la 47^e session extraordinaire

Le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Constant Serge Bounda, a pris part à la quarante-septième session extraordinaire de la Conférence ministérielle de la Francophonie, un rendez-vous décisif consacré à l'avenir de cette organisation.

La session a été marquée par les auditions des quatre personnalités candidates au poste de secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie pour le mandat 2027-2030, à savoir Coumba Bâ (Mauritanie); Dacian Ciolo (Roumanie); Juliana Lumumba (République démocratique du Congo); et l'actuelle secrétaire générale, Louise Mushikiwabo (Rwanda).

Les ministres ont examiné leurs visions, leurs priorités et leurs projets en vue de formuler des recommandations qui seront soumises aux



Le ministre Constant Serge Bounda à l'OIF/DR

chefs d'État et de gouvernement lors du XX Sommet de la Francophonie, prévu les 15

et 16 novembre prochains au Royaume du Cambodge. La République du Congo a

pris une part active à ces travaux, réaffirmant son engagement en faveur d'une

Francophonie ambitieuse, solidaire et résolument tournée vers les défis du temps actuel.

Mettant à profit son séjour de travail parisien, le ministre congolais a multiplié diverses consultations à la fois diplomatiques, politiques et diasporiques. Parmi ces consultations, Constant Serge Bounda a pris le temps d'écouter en venant à l'ambassade du Congo en France. Il a pu rencontrer ses compatriotes de France en toute quiétude sur des sujets essentiels de leur quotidien ainsi que dans leur pays d'origine.

Marie Alfred Ngoma